

DES ANNALES DE LA REGIE DIRECTE AUX ANNALES DE L'ECONOMIE PUBLIQUE, SOCIALE ET COOPERATIVE: UN SIECLE DE METAMORPHOSES D'UNE REVUE ECONOMIQUE INTERNATIONALE

par

Eric GEERKENS*

Université de Liège, Belgium

Introduction

Les histoires de revues sont souvent celles des mouvements qui les animent, des débats qui les traversent, ou encore des disciplines scientifiques dont elles accompagnent la naissance.¹ Ces histoires

Je tiens à remercier pour leur lecture, commentaires et suggestions Mesdames Christine Dussart, Fabienne Fecher et Yvonne Gélard, Messieurs Ludo Bettens, Benoît Levesque et Bernard Thiry, et, pour son soutien logistique, l'équipe du secrétariat international du Ciriec. Je demeure bien évidemment seul responsable du texte.

Liste des abréviations: A = Archives; A-Ciriec Int. = Archives du Ciriec international; A-Ciriec SB = Archives de la Section belge du Ciriec; AEC = *Annales de l'économie collective*; AEPSC = *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative*; AG = Assemblée générale; ARD = *Annales de la régie directe*; CA = Conseil d'administration; CI = Conseil international; Ciriec = Centre international de recherches et d'information sur l'économie collective; f. = farde.

1 Voir par exemple: Winock, M., *Histoire politique de la revue "Esprit"*, Paris, Le Seuil, 1975; «Le centenaire de *L'Année sociologique*», *L'Année sociologique*, 1998, n°48-1, p. 9–248; Vallin, P., «"Études" histoire d'une revue: Une aventure jésuite. Des origines au Concile Vatican II (1856 à 1965)», *Études*, n°spécial, avril 2000; Payre, R., "Les efforts de constitution d'une science du gouvernement municipal: *La Vie communale et départementale* (1923–1940)", *Revue française de science politique*, avril 2003, n°53-2, p. 201–218; Boudic, G., *Esprit, 1944–1982: les métamorphoses d'une revue*, Paris, IMEC, 2005.

traitent généralement d'un temps court à moyen, en dépit de la longévité célébrée. Pour étudier un siècle d'histoire des *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative*, l'évolution de son contenu, ses acteurs et leurs choix d'administration, une démarche, un niveau d'analyse et une périodisation s'imposaient.

Même si la revue et l'homme sont indissociables pendant un demi-siècle, une biographie intellectuelle d'Edgard Milhaud ne pouvait être envisagée, pas plus qu'une histoire du Ciriec, certes né pour soutenir la revue, mais dont les activités, internationales et nationales, dépassent cet objectif initial. L'étude est donc partie du contenu de la revue elle-même. Pour décrire son évolution pendant un siècle, mettre en évidence continuités et ruptures, il a été décidé de décrire chaque article selon quatre critères: le type d'article, son thème principal et éventuellement un thème secondaire, enfin la ou les entités géographiques traitées.² Ces informations ont fait l'objet de tris pour chacune des périodes décrites ci-dessous; les résultats ont été comparés de manière à faire ressortir les changements entre les lignes éditoriales sous les différentes directions. Toutefois, comme la publication n'est certainement pas indépendante des conditions matérielles d'édition, – et l'histoire des *Annales* montre que sa ligne éditoriale est très souvent discutée lorsqu'elles accusent un déficit –, les vicissitudes de son finance-

2 Note méthodologique. L'ensemble des données quantitatives relatives au contenu de la revue proviennent du traitement d'un fichier transmis par l'éditeur Blackwell qui reprend des données bibliographiques pour chacun des titres d'articles (en ce compris les chroniques et bibliographies) parus dans l'édition anglaise de la revue depuis 1925. Ce fichier de base a été enrichi par une indexation de chaque article dans les rubriques suivantes: type d'article, thème principal, thème secondaire, pays étudié. Comme toute classification, elle comporte une inévitable part d'arbitraire (dans la définition même des rubriques et dans le classement des articles) et pose le problème de la stabilité et de la pertinence des catégories dans le temps. Ainsi, on ne peut considérer que le premier classement d'un article sous une rubrique traduit précisément, sur le plan chronologique, le premier traitement du thème dans la revue. Pour pallier ces divers inconvénients, notre répartition en pourcentages entre les catégories ne retient que les principaux ordres de grandeurs et ignore délibérément les plus faibles occurrences. Toutefois, pour ne pas ignorer totalement l'adage voulant qu'il faut peser et non compter les témoignages, il sera fait référence à certains articles ou auteurs particulièrement significatifs, en complément des données chiffrées.

ment et de sa diffusion ont été étudiées à travers les archives du Ciriec.³

La périodisation correspond pour l'essentiel à la succession des directeurs de la revue, outre le changement de titres et l'élargissement de contenu en 1925 ou l'interruption liée à la Seconde Guerre mondiale. Six moments sont ainsi distingués: le premier va de la création des *Annales de la régie directe* en 1908 à son remplacement par les *Annales de l'économie collective* en 1925; le deuxième prend fin en 1943 et le suivant va de la reprise de la publication en 1948 au retrait d'Edgard Milhaud en 1960; le quatrième temps correspond à la direction de Paul Lambert; le cinquième à celle de Guy Quaden et le dernier débute en 1990 quand ce dernier est remplacé par Bernard Thiry.

La démarche, autant que la périodisation, conduisent à s'interroger sur l'identité même de la revue, au-delà de la filiation entre les *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative* et les *Annales de la régie directe*.

1 Les *Annales de la régie directe* (1908–1924)⁴

Les trois premiers quarts de siècle d'histoire de la revue sont indissociables de la personnalité de ses deux premiers directeurs, Edgard Milhaud et Paul Lambert, aussi convient-il, non pas d'en

3 Nous avons dépouillé les archives du secrétariat de rédaction des *Annales*, du Conseil international, du Comité exécutif (devenu Praesidium) et des Assemblées Générales du Ciriec international conservées par ce dernier, ainsi que les archives de la section belge du Ciriec. Nous n'avons pu voir les archives Milhaud déposées à Genève, Archives d'État de Genève, Papiers Edgard Milhaud, série Archives privées d'Edgard Milhaud, correspondance, 96, 97, Archives des *Annales de la régie directe* et des *Annales de l'économie collective*; série Documentation réunie par Edgard Milhaud incluant de la correspondance, 17, 25, 27, 32, 38, Articles de presse relatifs aux *Annales de la régie directe*, ni celles déposées à l'Institut français d'histoire sociale (Paris), Fonds Edgard Milhaud, n°382 et 385 (correspondance reçue), 388 et 389 (doubles de lettres expédiées), 390 à 396 (dossiers et rapports).

4 Cette revue a déjà fait l'objet d'une importante étude historique: Dogliani, P., «Edgard Milhaud e la rivista internazionale "Annales de la régie directe" (1908–1924)», *Annali della Fondazione Luigi Einaudi*, 1985, vol. 19, p. 195–249. Nous ne reprendrons donc pas cette étude sur nouveaux frais.

présenter la biographie, mais de situer leurs engagements en rapport avec les caractéristiques de la revue.

Agrégé de philosophie, classé deuxième au concours, Edgard Milhaud⁵ s'est engagé en politique aux côtés de Jean Jaurès, puis d'Albert Thomas, s'inscrivant dans la mouvance du "socialisme normalien". Formée autour de Charles Andler, Lucien Herr, Léon Blum et Émile Durkheim, cette mouvance réunit notamment Albert Thomas, Robert Hertz, Marcel Mauss, François Simiand, Max Lazard, Maurice Halbwachs, Edgard Milhaud, etc.⁶ Ce groupe défend un socialisme réformiste, parfois qualifié de "socialisme libéral", caractérisé par son réalisme économique et son attachement à une "approche scientifique" du politique, appuyée sur une connaissance chiffrée.⁷ Critique à l'égard des facilités rhétoriques, il privilégie au contraire une analyse scientifique des faits sociaux, incarnée notamment par la sociologie durkheimienne. Pour ces intellectuels, influencés par certaines des réalisations de leurs homologues belges et anglais, le municipalisme et la coopération sont les deux principaux outils du changement social. Aux yeux de ces socialistes, méfiants envers l'État bourgeois centralisateur, informés des réalisations locales allemandes, anglaises et belges et lecteurs de *L'État socialiste* d'Anton Menger (frère de Carl, théoricien de l'utilité marginale), — que Milhaud précisément a traduit en 1904 et Andler préfacé —, le niveau municipal apparaît comme celui par lequel peut s'opérer la socialisation des moyens de production permettant d'accorder aux travailleurs de meilleures conditions d'existence. Par la conjonction avec la coopération, dont Thomas, Mauss, Halbwachs ou Simiand se feront les défenseurs,⁸ s'opère la rencontre des intérêts de la "collectivité productrice" (les ouvriers en tant que producteurs) et de la "collectivité consommatrice", rencontre que Milhaud appellera de ses vœux dans l'article-programme des *Annales de la régie directe*.

5 Raymond, J., «Edgard Milhaud», in *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, 3^e partie: 1871–1914. De la Commune à la Grande Guerre, t. XIV, Paris, Les Éditions ouvrières, 1976, p. 92–96.

6 Prochasson, C., «Entre science et action sociale: le "réseau Albert Thomas" et le socialisme normalien, 1900–1914», in Topalov, C. (éd.), *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880–1914*, Paris, Éd. de l'EHESS, 1999, p. 141–142.

7 Prochasson, C., «Jaurès et les intellectuels du "socialisme normalien" (1900–1914)», *Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, 1986, n°102–103, p. 17.

8 Chatriot, A., «Les coopérateurs», in Becker, J.-J. et Candar, G. (éds), *Histoire des gauches en France*, vol. 2, Paris, La Découverte, 2004, p. 94–95; Prochasson, C., «Entre science...», *op. cit.*, p. 150.

Tout imprégné de ce réformisme, Milhaud ne recule pas devant la participation à l'exercice du pouvoir et occupe, entre 1899 et 1901, un poste de conseiller au ministère du Commerce et de l'Industrie dans le gouvernement Waldeck-Rousseau. En 1902 toutefois, il prend une autre voie et entame une longue carrière académique à l'Université de Genève; il y occupe la chaire d'économie politique et œuvre à la formation d'une Faculté des sciences économiques et sociales dont il sera le premier doyen en 1915. Albert Thomas l'appelle au BIT en 1920 pour conduire une vaste enquête internationale sur la production et diriger ensuite la section des enquêtes générales (Division Recherches; IV^e Section) du Bureau international, qu'il ne quitte qu'en 1933.⁹

L'administration de la revue

L'équipe et le travail éditorial

Lorsqu'en 1908, il lance les *Annales de la régie directe*, Milhaud assume seul les différentes tâches qu'impose une direction de revue, du registre intellectuel autant que matériel: rapports avec l'imprimeur, contacts avec les auteurs, avec certains lecteurs, échanges avec d'autres périodiques, établissement de la bibliographie et de la chronique, outre l'écriture de nombreux articles.¹⁰ Entre 1908 et octobre 1914, sur 144 articles publiés (avec nom d'auteur), Milhaud en signe 41 (soit 28%).

Nous n'avons trouvé aucune donnée précise quant au financement de la revue de ses débuts à la veille de la Seconde Guerre; il est toutefois vraisemblable qu'Edgard Milhaud a plus d'une fois été amené à puiser dans ses fonds propres lorsque les recettes apportées par les abonnements n'ont pas suffi à couvrir les frais d'édition.¹¹

9 Guérin, D., *Albert Thomas au BIT, 1920–1932*, Genève, Euryopa, 1996, p. 37; Lespinet-Moret, I., «Le vivier de la Direction et du ministère du Travail à l'œuvre au sein de l'Organisation internationale du travail, 1919–1932», in Chatriot, A., Join-Lambert, O. et Viet, V., *Les politiques du travail, acteurs, réseaux, institutions*, Rennes, PUR, 2007, p. 248–249.

10 Dogliani, P., «Edgard Milhaud e la rivista...», *op. cit.*, p. 216.

11 Suspecté de manière abjecte, durant la Seconde Guerre mondiale, de s'être enrichi en publiant les *Annales*, Milhaud démontra en justice qu'il leur avait consacré «presque toutes ses économies, soit quelque 80000 francs suisses», Davidovic, G., «Le Ciriec et son fondateur», *AEC*, octobre-décembre 1967, p. 414.

La diffusion

Pour assurer la diffusion de la revue, Milhaud adopte une stratégie qu'il reprendra quarante ans plus tard lors de la fondation du Ciriec: s'adresser à des collectivités (à l'origine, par exemple, des municipalités socialistes, plus tard, les sections nationales du Ciriec) susceptibles à la fois de témoigner sur leurs réalisations, nourrissant ainsi la revue, et d'en constituer le débouché naturel.¹² Dès la troisième année de sa diffusion, la revue publie en annexe la liste des collectivités abonnées. En 1910, les *Annales* étaient diffusées dans 17 pays (21 en 1914); le plus grand nombre d'abonnements étaient souscrits en France (121), venaient ensuite la Belgique (le seul pays où la revue a été presque exclusivement diffusée par le monde socialiste), l'Italie et la Suisse.¹³ P. Dogliani a tiré de cette liste un profil-type d'abonné: "professeur d'université, en particulier de droit et d'économie politique; administrateur local et national de tendance socialiste et radicale, technicien et employé de banque et d'assurance, d'entreprises publiques, du secteur des transports et des postes (outre plusieurs ministères nationaux des transports, un abonnement était souscrit par l'École nationale des ponts et chaussées et de nombreux correspondants des Balkans étaient ingénieurs), journaliste, député et sénateur engagés dans des projets de nationalisation; dirigeant des partis socialistes de l'échelon administratif local; syndicaliste du secteur public". Milhaud peine par contre à atteindre en France "les cadres intermédiaires et de la base du mouvement ouvrier, en particulier de la SFIO"; sa revue semble toucher davantage le personnel stable (comme les secrétaires communaux) des villes que les élus socialistes des petites bourgades.¹⁴

L'évolution de son contenu et ses auteurs

Dans l'article-programme par lequel s'ouvre, en novembre-décembre 1908, le premier numéro des *Annales de la régie directe*, Milhaud replace son initiative dans le contexte économique de l'époque, caractérisé notamment par le transfert aux collectivités

12 *Ibidem*, p. 219.

13 *Ibidem*, p. 221; n'ayant pu trouver cette liste en annexe du volume relié des *Annales* dont nous avons disposé, un décompte total précis n'a pu être réalisé.

14 *Ibidem*, p. 221-222 et Dogliani, P., «La théorie de la régie directe: Edgard Milhaud et Henri Sellier», in Burlen, K. (éd.), *La banlieue oasis. Henri Sellier et les cités-jardins, 1900-1940*, Saint-Denis, PUV, 1987, p. 40.

publiques de la propriété et de l'exploitation d'activités souvent exercées en monopole.¹⁵ La reprise des concessions de chemins de fer, de distribution d'eau, de gaz et d'électricité en constitue la meilleure illustration. Or en France tout particulièrement, les compagnies privées menaient campagne à rebours, s'appuyant sur une partie de la presse pour stigmatiser la gestion publique. C'est pour combattre ce qu'il tient pour de la désinformation que Milhaud décide de faire paraître une revue où, à l'appui de nombreuses données présentées de manière scientifique, seraient portés à la connaissance du public les résultats de l'exploitation publique de certaines activités économiques. Cette démarche s'inscrit dans le projet politique de "préparation des esprits" à "la socialisation de l'ensemble des moyens de production et d'échange", "à quoi contribueront puissamment le spectacle des résultats heureux [...] des entreprises dès maintenant nationalisées ou municipalisées, et toutes les tentatives faites, toutes les mesures prises pour perfectionner leur organisation et pour harmoniser en elles les éléments et les intérêts en présence". Milhaud prend bien soin de préciser qu'il ne suffit pas qu'une activité soit soustraite à l'administration privée et confiée au secteur public pour qu'elle recueille ses suffrages; encore faut-il qu'elle soit bien gérée au bénéfice de la collectivité.¹⁶

D'emblée donc la revue se positionne comme un organe de défense des régies publiques suivant deux registres: la contre-attaque, ponctuellement, et plus généralement l'illustration des réalisations publiques. Ces deux registres ont été réaffirmés quelque cinquante ans plus tard, le premier par Milhaud, rappelant son rôle dans divers combats, l'autre par M. Delbouille, définissant les missions du Ciriec: "il s'agit de faire connaître mieux l'économie collective parce que c'est la meilleure façon d'assurer son succès".¹⁷ Les *Annales* ont toujours été une revue de présentation de réalisations,

15 La régie directe est un mode de gestion d'un service public assurée directement par le pouvoir public dont il dépend, avec les moyens (matériels et financiers) et le personnel de ce dernier. À côté de la régie directe, on trouve des modes de gestion indirecte, déléguée à une personne de droit privé, qui peuvent prendre des formes différentes comme la concession, la gérance, l'affermage ou encore la régie intéressée, où un régisseur extérieur dirige l'activité et reçoit une rémunération pour partie déterminée par le résultat d'exploitation.

16 Milhaud, E., «Notre programme», *ARD*, novembre-décembre 1908, p. 4-6 et Milhaud, E., «L'économie publique», *ARD*, novembre 1911, p. 4-5.

17 A-Ciriec Int, CI 1957-1959, séance du 19-20.07.1957, p. 11; A-Ciriec Int., CI 1963-1964, séance du 08.02.1964, p. 8.

de résultats ou de projets, et non une revue technique comme il en existait pour ses différents centres d'intérêt (municipalisme, etc.).

Au cours des années précédant la Première Guerre, deux thématiques sont abordées en priorité. Il y a d'abord la régie directe et la municipalisation en Angleterre, Allemagne, Belgique, Italie, Suisse, France et à l'est de l'Europe, d'activités de transport public, de fourniture d'énergie, de logement, ainsi que les initiatives locales de lutte contre la vie chère. D'entrée de jeu sont prises en considération les conditions de travail du personnel de ces régies. Dès la troisième année, c'est la controverse autour de la reprise par l'État des chemins de fer concédés, vue sous l'angle de la sécurité pour les voyageurs et des conditions de travail du personnel, qui retient l'attention de Milhaud.

Durant la Première Guerre mondiale, les *Annales* continuent de paraître, certes dans un format un peu réduit, et conservent leur caractère international, attesté par l'attention qui demeure portée aux réalisations municipales allemandes.

Entre l'Armistice et 1924, aux thèmes d'avant-guerre comme les multiples aspects de la municipalisation (logement, transports, etc.), s'ajouteront des questions issues de la guerre, comme la nationalisation, le contrôle ouvrier, la crise du logement ou la coopération internationale. Les colonnes de la revue ne cessent d'être ouvertes aux correspondants allemands et autrichiens (ces derniers n'écrivant pas dans la revue avant-guerre). P. Dogliani relève qu'à cette époque Milhaud fait paraître davantage d'articles traduits, déjà publiés ailleurs;¹⁸ cette option n'est peut-être pas étrangère à l'immense charge de travail qui pèse sur Milhaud lorsqu'il dirige l'Enquête sur la production (BIT) et en rédige les conclusions.

Pour assurer la couverture internationale de la revue, Milhaud a d'emblée pu compter sur des correspondants fidèles, comme Émile Vinck (Belgique), Alessandro Schiavi (Italie), Hugo Lindemann (Allemagne), Marcus Gitermann (Suisse alémanique), Édouard Herriot (France). Certains d'entre eux accompagneront durablement la revue, lui apportant de nombreux articles et tous écriront encore dans les *Annales de l'économie collective*.

18 Dogliani, P., «Edgard Milhaud e la rivista...», *op. cit.*, p. 243.

2 Les *Annales de l'économie collective* (1925–1943)

En 1925, les *Annales de la régie directe* changent de titre pour devenir les *Annales de l'économie collective*. Milhaud s'est expliqué sur l'élargissement du champ de la revue qui traduit des évolutions observées depuis le premier conflit mondial. La première touche à la gestion publique elle-même: à l'ancienne régie directe d'essence administrative fait place une organisation "industrielle" des services publics; au municipalisme et à la régie directe se sont ajoutées différentes formes d'organisation publique d'activités économiques qui visent souvent à accorder plus d'autonomie de gestion. La revue se donne dès lors pour mission de rendre compte de ces changements, observés dans différents pays. La deuxième évolution tient au développement qu'ont connu les coopératives et à leurs relations avec les pouvoirs publics, qui leur délèguent certaines fonctions (Milhaud a été particulièrement marqué par l'expérience française durant la Grande Guerre¹⁹). Enfin, à une échelle supérieure, c'est l'organisation de l'économie qui est visée: "l'action économique de la collectivité n'est pas seulement gestion; elle est aussi réglementation, et elle tend de plus en plus à devenir organisation". Quatre modalités de cette organisation sont prises en compte: la prévention ou l'atténuation des effets des crises économiques, le financement des assurances sociales, la législation du travail dont en particulier la législation internationale et enfin l'organisation économique de la paix.²⁰

À l'élargissement thématique s'ajoute alors le souci d'une plus grande diffusion internationale, concrétisée par des éditions en anglais, allemand et espagnol.²¹ Celles-ci ne constituaient qu'une première étape, Milhaud souhaitant élargir le cercle des lecteurs par des éditions "en polonais, en tchèque, en l'une des langues scandinaves, en japonais, en espéranto..."²²

19 Voir à titre d'illustration: Poisson, E., «La collaboration coopérative et municipale pour la vente de la viande frigorifiée à Paris et dans le département de la Seine», *ARD*, novembre 1915–novembre 1916, p. 5–32.

20 Milhaud, E., «Les Annales de l'économie collective», *AEC*, janvier-mars 1925, p. 1–4.

21 Les éditions anglaise et allemande paraissent de 1925 à 1989, moment où elles font place à l'édition unique bilingue (anglais-français), avec pour la première une interruption de 1942 à 1947 et pour la seconde, de 1940 à 1950 (exception faite du numéro spécial consacré au plan Beveridge); l'édition espagnole paraît à partir de 1925 mais est arrêtée en 1932.

22 Milhaud, E., «Les vingt ans des "Annales"», *AEC*, janvier-avril 1929, p. 2.

L'administration de la revue

Pour l'édition des *Annales de l'économie collective*, Milhaud doit, comme auparavant, d'abord compter sur ses propres forces. Toutefois, on peut penser que dans le cadre de ses fonctions de directeur des études du BIT, il a pu bénéficier du support d'un secrétariat. Son entrée en fonction correspond d'ailleurs avec la parution des éditions anglaise, allemande et espagnole. À l'inverse, lorsqu'il quitte ses fonctions en 1933, il supprime peu après la chronique internationale qu'il faisait paraître dans les *Annales*.

À la veille de la Seconde Guerre mondiale, la revue compte un millier de collectivités abonnées, dont 336 pour l'édition anglaise; parmi celles-ci figurent 110 universités, dont 69 pour les seuls États-Unis.²³

Au début de la guerre, les *Annales* peuvent encore accueillir, pour les traduire en français, les principaux articles paraissant dans la revue de l'Alliance coopérative internationale,²⁴ mais en 1943, coupée des communications qui doivent nécessairement nourrir une revue internationale et n'ayant plus pour seul public solvable que ses lecteurs suisses, elles cessent de paraître, non sans le dernier baroud d'honneur que sera la publication en français mais aussi en allemand du Plan Beveridge.²⁵

L'évolution de son contenu et ses auteurs

La répartition des articles par types²⁶ traduit bien l'option initiale de Milhaud puisque les articles descriptifs représentent 58%

23 Milhaud, E., «Les trente ans des "Annales"», *AEC*, janvier-avril 1939, p. 46; Milhaud, E., «Pour assurer l'avenir des "Annales"», *AEC*, janvier-octobre 1948, p. 17.

24 Milhaud, E., «"Les Annales" et la "Revue de la Coopération Internationale"», *AEC*, août-décembre 1941, p. 385-387.

25 Milhaud, E., «Un regard en arrière. Quelques grandes heures des "Annales" et du CIRIEC», *AEC*, janvier-avril 1958, p. 6k.

26 Dans l'établissement d'une telle typologie, valable pour traiter des publications sur près d'un siècle, la difficulté tient à une évolution qui touche à la fois la discipline économique et les choix éditoriaux de la revue. Nous avons retenu les catégories suivantes: article descriptif (≈ empirique, au sens actuel), article programmatique (prospectif mais aussi politique), article théorique, chronique (relative à la vie de la revue et/ou du Ciriec), chronique internationale (appelée dans la revue "current events" ou "chronique", présentation plus sommaire, non nécessairement originale, de réalisations d'économie collective, vie des organisations internationales

du total des articles ($n = 483$); les articles programmatiques forment 33% de ce total. Dans le solde, les chroniques internationales occupent 6% de la publication. Si elles disparaissent comme telles en 1934, Milhaud seul ne pouvant plus suivre et résumer les grands faits de l'économie collective,²⁷ la structure ultérieure de la revue, et notamment la faible taille de certains articles, laisse penser que certaines des contributions qui nourrissaient auparavant les chroniques sont désormais publiées comme articles.

La ventilation géographique des articles descriptifs/empiriques nous renseigne à la fois sur la localisation des expériences décrites et sur l'origine de la plupart des auteurs des articles. En mettant de côté les articles à caractère international et ceux qui ne peuvent être localisés dans un pays particulier, ainsi que les articles relatifs à l'URSS pour une raison évoquée plus loin, une dizaine de pays, appartenant pour l'essentiel au monde occidental, représentent un peu moins de 80% des expériences nationales décrites.

Il convient de souligner l'importance des articles de portée internationale: 17%, confirmant l'attention portée par Milhaud aux réalisations qui illustrent les formes de coopération internationale. La forte présence d'articles relatifs à l'URSS tient à l'intérêt pour les plans quinquennaux et à la collaboration que Milhaud a demandée au professeur S.N. Prokopovicz à partir de 1939.²⁸

Tableau 1 – Ventilation géographique des articles descriptifs publiés entre 1925 et 1943 (10 premiers pays classés)

Suisse	Alle- magne	USA	France	GB	Suède	Belgique	Mexique	Italie	Tchécos- lovaquie	Total
15%	15%	9%	8%	7%	6%	5%	4%	4%	4%	77%

Source: fichier Blackwell; calculs propres; n articles descriptifs localisables = 262, n pays = 28, n régions = 2, n international = 1.

“amies”), bibliographie, résumés. La répartition en catégorie repose sur le nombre d'articles qui traduit mieux l'effort de collecte d'articles, et non sur le nombre de pages (à titre de comparaison sur la période 1925–1942, les articles descriptifs représentent 59,4% du total des pages publiées et les articles programmatiques 33,6%).

27 A-Ciriec Int., f. “Pour classement Liège”, Milhaud à Lambert, 14.11.1959.

28 Milhaud, E., «Les bulletins du Professeur Prokopovicz sur l'économie soviétique et les “Annales de l'économie collective”», *AEC*, janvier-mai 1940, p. 151–157.

La ventilation thématique des articles montre que le programme fixé en 1925 a été largement respecté: l'économie publique, la coopération et l'organisation de l'économie constituent les thèmes de près des trois quarts des articles.

La coopération, dont en particulier la coopération agricole, fournit la matière de 29% des articles (avec la mutualité). L'économie publique fait l'objet de 23% des articles, dont 12% pour les formes de gestion municipale ou intercommunale. Enfin, près de 21% des articles sont consacrés à l'organisation de l'économie (dont la coopération internationale, la planification et l'organisation de l'économie). Des contributions économiques de portée plus large, ne relevant pas des thématiques précédentes, représentent quelque 21% des articles; l'examen des thèmes secondaires fait apparaître la place importante de la monnaie et ramène à une caractéristique initiale de la revue: être l'organe de diffusion des idées du professeur Milhaud. Devant l'aggravation de la crise économique, celui-ci en effet a proposé, au début des années trente, un plan de compensation multilatéral pour régler les échanges internationaux et sortir de l'impasse créée par la pénurie de moyens de paiement. Il y consacre une livraison complète de l'édition française en 1933 (ce plan occupe l'intégralité de l'édition anglaise de cette année) et plusieurs articles en 1934 et 1936, et le plan fait aussi l'objet, dans la revue, de commentaires d'autres auteurs (U. von Beckerath, L. Bjarnason, C. Bourdet, W.H. Edridge, A. E. Upton, R.S. Bradley).

Des 359 auteurs identifiés d'articles de divers formats, l'immense majorité (89%) n'a donné qu'une seule contribution et 11% a signé plus d'un article. Cette répartition – $\pm 90\%$ et $\pm 10\%$ – se retrouve de manière constante, avec certes des variations autour de ces valeurs, tout au long de l'histoire de la revue. Parmi les auteurs dont le nom apparaît plusieurs fois, on trouve bon nombre de membres du BIT (Georges Fauquet, Maurice Colombain, Albert Thomas, Harold Butler, etc.), des correspondants nationaux réguliers comme F.E. Lawley (Grande-Bretagne) ou Ernst Kretschmer (Allemagne d'avant 1933), outre Milhaud lui-même dont la production ne se réduit évidemment pas aux articles qu'il signe et s'avère bien difficile à estimer, dans la mesure où on peut l'imaginer derrière une large part des articles non signés.²⁹

29 Yvonne Gélard estime à 3000 pages la production d'Edgard Milhaud pour les *Annales*; dans la seule édition anglaise, les articles signés par Milhaud totalisent déjà 1150 pages, Gélard, Y., 1947–1997. *50 ans de la vie du CIRIEC*, Liège, Ciriec international, 1997, p. 39; fichier Blackwell, calculs propres.

3 De la création du Ciriec au retrait d'Edgard Milhaud (1947–1960)

Contraint d'interrompre la publication des *Annales* pour les motifs évoqués plus haut, Milhaud n'a de cesse de faire paraître à nouveau sa revue. Mais en raison notamment de son âge et de l'imminence de son départ à la retraite, il souhaite adosser la revue à une structure capable d'assurer sa pérennité. Avec le soutien de personnalités européennes, déjà amies des *Annales* avant guerre, et surtout de représentants d'organisations coopératives et syndicales suisses, est créé un Centre international de recherches et d'information sur l'économie collective (Ciriec); le Centre international gagnera progressivement des relais prenant la forme de sections nationales.³⁰ Leur apport à la revue, tel que défini à l'occasion du premier Congrès international de l'économie collective sera double: "elles constitueront des commissions 1° de rédaction des *Annales*, 2° de diffusion des *Annales*".³¹ En clair, elles fourniront à la fois la matière première et le débouché de la revue.

Grâce à l'appui financier de l'Union suisse des coopératives de consommation et de l'Union syndicale suisse, Milhaud relance les *Annales* en 1948.³²

30 Les sections nationales ont été créées dans l'ordre suivant; la date entre parenthèses ne tient pas compte de phases préliminaires (ex: la Suisse ou la Belgique, présentes respectivement depuis 1947 et 1949) pas plus qu'elle ne signifie que la section nationale a été membre du Ciriec depuis cette date sans discontinuité (en italiques les sections qui ne sont plus membres en 2008): France (1950), *Luxembourg* (1951; fusionne avec la section belge en 1958), Belgique (1951), Autriche (1952), *Yougoslavie* (1953), *Suisse* (1954), *Grèce* (1956), Italie (1956), Allemagne (1960), Canada (1966), Argentine (1966), *Israël* (1968), *Inde* (1970), *Royaume-Uni* et *Écosse* (années septante), Portugal (1980), Japon (1985), Espagne (1986), *Slovénie* (1992), Suède (1992), Turquie (1999), *Venezuela* (2000), Brésil (2002), Gélard, Y., *1947–1997...*, *op. cit.*, p. 49–69 et informations aimablement communiquées par Mme Barbara Sak.

31 A-Ciriec SB, Registre aux p.-v. des AG et du CA 1951–1955, Le premier congrès international de l'économie collective.

32 Gélard, Y., *1947–1997...*, *op. cit.*, p. 7–16; Bettens, L., *1957–2007. Le Ciriec: un demi-siècle en Belgique. Histoire d'un transfert des bords du lac Léman aux rives de la Meuse*, Liège, Section belge du Ciriec, 2007, p. 13–23.

L'équipe et le travail éditorial

Tout comme avant-guerre, Milhaud reprend d'abord seul l'administration de la revue; à partir de 1954, il est aidé dans cette tâche par une secrétaire genevoise très polyvalente, Madame Germaine Calame, qui travaillait pour lui depuis 1946. L'âge du président, mais aussi l'affaiblissement du soutien des amis suisses du Ciriec, conduisent à poser la question de la localisation du siège du Centre international. Au lendemain du troisième congrès international du Ciriec tenu à Puteaux en 1957, le transfert du siège en Belgique, et plus particulièrement à Liège, est décidé.³³ Déjà secrétaire général de la section belge, Paul Lambert devient directeur du Centre international.

L'administration de la revue demeure toutefois à Genève, dans les mains du professeur Milhaud. Mais très vite, il est question de transférer au Ciriec la responsabilité de la revue. L'exécution de ce transfert, rapidement désiré par la section belge, semble avoir été plus délicat que celui du Centre lui-même. Trois pierres d'achoppement ont entravé le processus. Il y a d'abord eu la volonté de Milhaud de libérer ses héritiers de toute charge liée à la revue. Ceci renvoie à la question de la responsabilité financière du Ciriec par rapport à la revue, du transfert juridique complet des *Annales* au Ciriec, qui implique que ce dernier dispose d'une personnalité juridique; or en Belgique le Centre ne pouvait disposer de cette personnalité dans les mêmes termes qu'en Suisse. Une solution sera trouvée dans l'adoption du statut d'association internationale à but scientifique, reconnu au Ciriec par un arrêté royal de juillet 1961. Ensuite, Milhaud n'a cédé la direction de la revue à Lambert qu'à la condition que cesse la publication autonome de la revue de la section belge, *Expériences*. Or les membres de la section belge n'y sont pas d'emblée favorables, car *Expériences* est une revue hors commerce adressée aux membres du Ciriec contre des cotisations souvent bien supérieures au coût habituel d'un abonnement à une revue; ces cotisations permettent de financer la section belge qui elle-même est le soutien financier le plus solide du Ciriec international. La direction de la section belge craint de perdre des soutiens si un simple abonnement aux *Annales* était substitué à *Expériences*. Dans le même temps, certains éléments permettent de penser que des membres du Conseil international du Ciriec ne sont plus entièrement satisfaits de la direction de Milhaud: Charles-Henri Barbier souhaite

33 Sur ce transfert, voir Bettens, L., *op. cit.*, p. 40–52.

que l'administration de la revue passe à Liège et Paul Lambert propose de sacrifier *Expériences* à la constitution d'un nouveau comité de rédaction – celle-ci devenant donc plus collégiale — et à la publication plus régulière des *Annales*, qui ne l'était guère. Après un stade intermédiaire où la section belge accepte une division du travail entre les deux revues, le principe de leur fusion est acquis en octobre 1959.³⁴ Enfin les relations entre Milhaud et Lambert se sont tendues à propos du mode de financement de la revue. Si, pour la première fois de son histoire, Milhaud avait admis en 1958 que la revue accueille des annonces publicitaires d'entreprises publiques, il refuse en 1959 que les *Annales* reçoivent un subside ministériel belge, considérant qu'en "acceptant de devenir une publication subventionnée, les *Annales* se seraient moralement suicidées" [sic].³⁵ Au terme des différents compromis, *Expériences* et les *Annales* fusionnent, ces dernières devant paraître, à partir de 1960, sous la direction commune de Milhaud et Lambert (le premier conservant la direction de l'édition anglaise et le second de l'édition allemande³⁶). Avec la démission de Milhaud de la présidence du Ciriec et de la direction des *Annales* en mai 1960, Paul Lambert prend seul la direction de la revue.

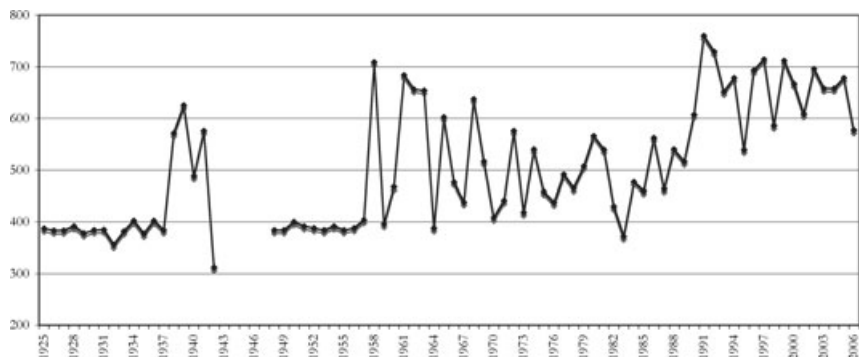
Le financement

Lorsque la revue reparait en 1948, Edgard Milhaud fixe le prix de l'abonnement à son niveau d'avant-guerre. Ce prix correspond exactement à la cotisation de membre du Ciriec; il est

34 A-Ciriec SB, P.-v. CA 1956–1970, P. Delbouille à P. Lambert, 03.12.1957; P. Lambert à P. Delbouille, 10.12.1957; séances du CA des 17.12.1957, 30.01.1958 et 29.10.1959.

35 A-Ciriec Int, f. "Pour classement Liège", Milhaud à Lambert, 02.11.1959. Un même refus s'exprimera trois ans plus tard, lorsqu'il s'agira de faire paraître la revue avec la mention "publié avec le concours de la Fondation Universitaire"; l'intransigeance de Milhaud conduira alors Lambert à évoquer sa démission, A-Ciriec Int, f. "Pour classement Liège", Milhaud à Lambert, 24.07.1962, Lambert à Milhaud, 01.08.1962 et Delbouille à Milhaud, 06.08.1962. Nous verrons plus loin que sans ces deux subsides (ministère de l'Éducation nationale et Fondation Universitaire), importants et récurrents, la revue n'aurait pu paraître.

36 A-Ciriec Int, f. "Pour classement Liège", E. Milhaud à P. Lambert, 13.11.1959; Milhaud, E., «Les "Annales de l'économie collective" et "Expériences" unissent leurs destinées», *AEC*, janvier-mars 1960, p. 1–23.



Graphique 1 – Évolution du nombre de pages par volume annuel de l'édition anglaise des *Annales* (1925–2005)

Source: fichier Blackwell; calculs propres.

parfois modulé, vers le bas, en fonction de la capacité contributive de certains membres. À l'inverse, certaines sections nationales et certains organismes d'économie collective ont versé au Ciriec des subsides destinés à financer la revue. À ce moment, c'est clairement la revue qui finance le Ciriec et non l'inverse, comme ultérieurement. À la fin des années cinquante, le compte des *Annales* enregistre néanmoins un déficit annuel chronique d'environ 5000 francs suisses et Milhaud estime à 15000 francs suisses la somme qu'il a dépensée à titre personnel pour assurer la parution de la revue depuis 1948.³⁷

La situation financière de la revue aurait pu s'aggraver encore avec la publication des actes des congrès du Ciriec dans les *Annales*, car les volumes à imprimer sont à la fois conséquents mais irréguliers, comme le montre le graphique ci-dessous.

Pour rencontrer cette difficulté, Milhaud et son successeur tâcheront de faire supporter le coût de publication des actes des congrès par la section du pays organisateur; il en ira notamment ainsi des congrès tenus en France (Puteaux, 1957), Yougoslavie (Belgrade, 1959) et Autriche (Vienne, 1961).³⁸

37 A-Ciriec Int., f. "Prof. Milhaud 1958", P. Lambert à E. Milhaud, 21.01.1959; A-Ciriec Int., CI, 1957–1959, P. Lambert et E. Milhaud aux membres du Ciriec, 13.03.1958.

38 A-Ciriec Int., CI, 1957–1959, séance des 11–12.04.1958, p. 17; *Nouvelles du Ciriec*, mai 1961, n°9, p. 17.

La diffusion

Pour assurer la diffusion de sa revue, Milhaud compte non seulement sur les sections nationales déjà constituées — en 1957, il est décidé de désigner au sein de chacune d'elles un responsable des intérêts de la revue³⁹ — et à venir, mais il mobilise aussi ses réseaux d'avant-guerre, anciens correspondants de la revue, organisations internationales, etc.⁴⁰ Dès cette époque toutefois, la direction de la revue déplore la trop faible implication des sections nationales dans sa diffusion.⁴¹

L'évolution de son contenu et ses auteurs

Au lendemain de la guerre, l'équilibre entre les différentes formes d'articles n'est pas significativement modifié. Les articles descriptifs représentent 59% du nombre total des articles publiés (n = 368), pour 29% aux articles programmatiques (les pourcentages calculés à partir du nombre de pages donnent des résultats quasi identiques); la catégorie articles théoriques fait une timide apparition. À partir de 1958, paraît en marge des *Annales*, un petit bulletin ronéotypé qui, sous le titre *Nouvelles du Ciriec. Bulletin d'information interne publié par l'Organe Permanent de Travail du Ciriec*, sert d'organe de liaison entre les membres du Conseil, entre l'Organe Permanent et les sections, entre les sections elles-mêmes. En dépit de cette publication, une part non négligeable des *Annales* (10%) demeure consacrée à la vie interne du Centre. Cela tient notamment au fait que les actes des congrès bisannuels du Ciriec sont publiés dans la revue (ils le seront jusqu'en 1986), assurant à la fois l'alimentation de la revue et la promotion des activités du Ciriec; or dans ces publications, figurent, à côté des textes des interventions au congrès, des listes de participants, les messages de bienvenue, etc.

La ventilation géographique des articles descriptifs traduit pour partie le changement institutionnel apporté par la création du Ciriec. Les pays qui accueillent un congrès du Ciriec disposent d'une plus grande visibilité dans la revue. La Belgique, siège du Ciriec international et de "l'organe permanent de travail", semble s'y tailler la part du lion; mais cela s'explique surtout par l'initiative prise par Milhaud de faire paraître un numéro entièrement consacré à l'économie collective en Belgique dans le cadre de l'Exposition uni-

39 A-Ciriec Int., CI, 1957–1959, Comité exécutif du 21.12.1957, p. 5.

40 Gélard, Y., 1947–1997..., *op. cit.*, p. 11.

41 A-Ciriec Int., CI, 1947–1957, séance du 03-04.03.1956, p. 7.

Tableau 2 – Ventilation géographique des articles descriptifs publiés entre 1948 et 1959 (10 premiers pays classés)

Belgique	GB	France	Yougoslavie	USA	Suède	Europe	RFA	Suisse	Inde	Total
29%	13%	12%	7%	6%	6%	5%	5%	3%	3%	88%

Source: fichier Blackwell; calculs propres; n articles descriptifs localisables = 210, n pays = 23, n régions = 3, international = 1.

verselle de 1958; de tels numéros thématiques nationaux paraîtront encore sur l'économie collective autrichienne (1960) ou italienne (1964).

L'Europe y fait son apparition comme telle et les articles internationaux (non spécifiquement européens) représentent 9% du total localisable; au lendemain de la guerre, le "supranational" représente 14% des articles descriptifs et 20% du total des articles descriptifs et programmatiques.

Si on ventile les articles suivant les trois grandes catégories de l'économie collective définies dans le programme de la revue en 1925 et redéfinies en 1960,⁴² qui représentent quelque 85% du total des articles, on observe qu'outre l'économie collective traitée comme un tout (11%), c'est l'économie publique qui retient la plus grande attention (34%). Trois axes s'y dégagent, au premier rang desquels le municipalisme. À côté des nombreux articles traitant des initiatives économiques des communes dans le numéro spécial consacré à la Belgique, c'est le crédit municipal et, dans une moindre mesure, les réalisations communales dans les secteurs de l'énergie et du logement qui retiennent principalement l'attention, Milhaud œuvrant à la création d'un organisme européen de crédit municipal et soutenant par ailleurs la formation, en 1951, d'un Conseil des Communes d'Europe.⁴³ Vient ensuite la question des nationalisa-

42 En 1960, on retrouve les éléments constitutifs des trois pôles, présentés toutefois d'une manière moins compacte: "Par l'expression «économie collective», les *Annales* et le CIRIEC entendent les activités économiques dont le but direct est le service à rendre à une collectivité. Leurs objets d'étude sont donc les suivants: Intervention de l'État en matière économique, plans nationaux et régionaux; Municipalisme; Entreprises publiques; Coopération; Rôle économique des syndicats", supplément aux *AEC*, décembre 1960.

43 Dogliani, P., «European Municipalism in the First Half of the Twentieth Century: the Socialist Network», *Contemporary European History*, 2002, 4, p. 593.

tions, et notamment l'exposé des réalisations britanniques, françaises et autrichiennes, et enfin les entreprises publiques, belges en particulier. Les articles consacrés aux coopératives, mutualités et syndicats représentent quelque 27% du total des articles pour un peu moins de 15% d'articles consacrés aux différentes formes d'interventions de l'État dans la vie économique, déclinées principalement sous l'angle de la planification et de la coopération internationale.

En dépit de l'autorité morale dont dispose Milhaud, la structure créée pour soutenir la publication de la revue, dont en particulier les sections nationales, met en discussion, parfois durement, la ligne éditoriale de la revue. En 1954, un représentant des coopératives allemandes relatant la difficulté à faire pénétrer les *Annales* dans sa zone d'influence, pose la question de savoir "quelle est pour nous l'utilité de cette revue ?", ajoutant qu'il "appartiendra aux *Annales* d'augmenter leur utilité à l'avenir et de montrer, plus clairement qu'elles ne l'ont fait, leur raison d'être".⁴⁴ À cette occasion, le conseil d'administration du Ciriec décide de créer un Comité des *Annales*, composé d'Andreas Meyer, Erwin Hasselmann, Gabriel Ventejol et Edgard Milhaud;⁴⁵ ce premier comité, qui ne semble pas avoir été très actif, est constitué pour soulager le directeur Milhaud. Lorsque quelques années plus tard, se forme un Comité de rédaction et d'édition des *Annales*, composé de Charles-Henri Barbier, Erwin Hasselmann, André Hirschfeld, Paul Lambert, Franz Rauscher et Edgard Milhaud, il s'agit de rencontrer certaines des difficultés de la revue, dont l'irrégularité de parution et le décalage dans la sortie des trois éditions. Face aux problèmes financiers qui apparaissent à la fin des années cinquante, certaines sections suggèrent de revoir les ambitions de la revue. Ainsi le représentant de la section autrichienne, considérant que "puisque les *Annales* fournissent peu d'articles d'intérêt économique international, elles devraient se borner à fournir des extraits des différentes revues d'économie collective" ou "se contenter d'être un Bulletin documentaire donnant des nouvelles sur le développement du mouvement d'économie collective dans les diverses sections, en laissant aux nombreuses revues spécialisées qui existent de par le monde le soin de publier des articles de doctrine", être en quelque sorte une agence de presse de l'économie collective. Milhaud répond en évoquant la diffusion de la revue dans un millier de bibliothèques à travers le monde, dont

44 A-Ciriec Int., CI, 1947–1957, séances des 31.03 et 01.04.1954, p. 3.

45 Afin de ne pas alourdir le texte par de brèves notices biographiques, nous renvoyons à celles publiées dans Bettens, L., *op. cit.*, p. 72–78.

150 universités américaines et considère que “les *Annales*, par leur caractère international comme par l’unité de leur doctrine, servent une fin à laquelle ne répond aucune autre publication”.⁴⁶

Dans le noyau des auteurs qui apportent plus d’une contribution aux *Annales*, on retrouve plusieurs des fondateurs du Ciriec, comme Charles-Henri Barbier, Léon Jouhaux, André Hirschfeld, etc.

4 Les *Annales* sous la direction de Paul Lambert⁴⁷ (1960–1977)

L’administration de la revue

L’équipe et le travail éditorial

Lorsque, à partir du deuxième numéro de l’année 1960, il assume seul la direction des *Annales*, Paul Lambert dispose d’une solide influence liée à ses multiples engagements. Professeur d’économie politique à l’Université de Liège, passé par la *London School of Economics* avant la guerre, il est un bon connaisseur de l’œuvre de John Maynard Keynes qu’il contribue à faire connaître aux économistes belges.⁴⁸ Auteur d’un ouvrage de référence sur la doctrine coopérative,⁴⁹ il met sa réflexion au service du monde coopératif (socialiste) belge, en présidant son organe faitier, Febecoop,

46 A-Ciriec Int., AG du 28.06.1957 à Puteaux, p. 2–3; CI 1957–1959, séance du 08-09.11.1957, p. 5; A-Ciriec Int., CI, séance du 25–26.11.1961, p. 8.

47 «Obituary: Professor Paul Lambert», *Review of International Cooperation*, 1977, vol. 70/4, p. 384–385; Gélard, Y., «Paul Lambert (1912–1977)», in *L’économie, la gestion et les sciences sociales à l’Université de Liège. Ouvrage édité à l’occasion du centenaire de la création des enseignements de sciences sociales et de gestion à l’Université de Liège 1896–1996*, Liège, 1996, p. 52–54; Delforge, P., «Lambert Paul», in *Encyclopédie du mouvement wallon*, t. II, Charleroi, Institut Jules Destrée, 2000, p. 911.

48 Lambert, P., *Cours sur l’œuvre de J.M. Keynes*, Liège, Université de Liège-Faculté de droit, 1952–1953 [un premier volume est édité dix ans plus tard: Lambert, P., *L’œuvre de John Maynard Keynes*, Liège, Coll. scientifique de la Faculté de droit, 1963]; un tel enseignement est alors unique dans les universités belges, Bismans, F., *Croissance et régulation. La Belgique 1944–1954*, Bruxelles, Palais des Académies, 1992, p. 482.

49 Lambert, P., *La doctrine coopérative*, Bruxelles, Propagateurs de la coopération, 1959.

autant qu'international en siégeant au "comité central", puis au comité exécutif de l'Alliance coopérative internationale. Avec d'autres universitaires, il contribue à l'élaboration de deux programmes doctrinaux qui feront date pour la FGTB, l'organisation syndicale socialiste dont il a été un temps le principal conseiller économique.⁵⁰ Enfin, il est administrateur puis membre du comité de direction de la Société nationale de crédit à l'industrie, un des organes de la politique économique belge. Peut-être moins versé que Milhaud dans le municipalisme, Lambert est ainsi présent dans l'ensemble des domaines de l'économie collective.

Lambert est aidé dans sa tâche éditoriale par le personnel de l'Organe permanent de travail et par les membres de son service universitaire. Par la durée de son activité au service du Ciriec où elle réalise toute sa carrière, Madame Yvonne Gélard-Schreder, licenciée en sciences commerciales et financières, fait figure de cheville ouvrière du Centre. À Genève, Madame Calame s'occupe de l'édition anglaise, de la correction des épreuves françaises, de la gestion des abonnements, des relations avec les traducteurs et de la vente des collections, dont les stocks avaient été repris chez les différents imprimeurs pour être localisés à Genève. Elle prend sa retraite en 1986.⁵¹

Grâce aux contrats de recherche obtenus des pouvoirs publics belges, l'équipe formée autour de Paul Lambert contribue non seulement à financer la revue mais la nourrit des résultats de ses travaux;⁵² alors que la revue peine à obtenir des contributions des sections nationales, Lambert doit faire face au reproche de publier trop de travaux de collaborateurs liégeois.⁵³

Les principales difficultés de l'équipe Lambert trouvent leur origine dans la multiplicité des éditions, et en particulier dans le déficit de l'édition allemande des années septante. Au début de sa direction, Lambert voit encore dans le caractère multilingue de la revue et sa diffusion internationale, – qu'elle semble ne partager qu'avec une seule revue d'organisation internationale non

50 Tilly, P. «L'histoire revisitée des congrès de 1954 et 1956 de la FGTB», in Alaluf, M. (dir.), *Changer la société sans prendre le pouvoir. Syndicalisme d'action directe et renardisme*, Bruxelles, Labor, 2005, p. 47–64.

51 Interview de G. Calame, réalisée par L. Bettens à Genève le 15.09.2007 (coll. IHOES).

52 A-Ciriec Int., AG du 25.05.1961 à Vienne, p. 15 et AG du 11.04.1963 à Rome, p. 2.

53 A-Ciriec Int., CI, 1975–1976, séance du 24.05.1974, p. 5.

gouvernementale, la revue de l'Alliance coopérative internationale –, un levier pour soutenir son rayonnement et sa diffusion, comme le pensait en son temps Milhaud. À cette époque, où Lambert imagine encore que les éditions française et allemande pourraient être “self-supporting”, c'est l'édition anglaise qui reste la plus coûteuse.⁵⁴

Dès 1966, l'imprimeur berlinois des *Annalen*, à qui le travail avait pourtant été confié peu auparavant, paraît trop cher et l'impression est rapidement transférée aux Pays-Bas. Au début des années septante, la situation de cette édition devient critique, en raison de la perte d'abonnés et de coûts élevés de traduction. D'un côté en effet, le nombre d'abonnements s'est contracté de 24% entre 1971 et 1972 (dont une perte de 63 abonnements sur 163 en Allemagne et de 18 sur 140 en Autriche).⁵⁵ Mais se pose surtout un problème d'ordre rédactionnel. Les sections autrichienne et allemande disposant de leur propre publication leur réservent en priorité les articles qu'elles pourraient proposer aux *Annalen*, de sorte que celles-ci sont principalement composées d'articles traduits des autres éditions.⁵⁶ La structure des coûts traduit clairement cette situation.

La situation se complique du fait que les sections de langue allemande sont aussi celles qui, après la Belgique, se montrent “financièrement les plus coopérantes” et ne peuvent à ce titre être privées de leur édition.⁵⁷ Toutefois, dès 1975, constatant que le

54 A-Ciriec SB, CA, 13.12.1962, p. 2.

55 A-Ciriec Int., AG du 24.05.1974 à Hambourg, p. 13.

56 Pour des raisons financières liées au coût des traductions, les trois éditions avaient un contenu pour partie commun, pour partie différent. Seuls les congrès et les articles d'intérêt international étaient traduits dans les deux autres langues (ces derniers souvent publiés avec un décalage temporel); les articles de moindre portée n'étaient le plus souvent publiés que dans l'édition de leur langue d'origine. De plus les articles traduits paraissaient souvent dans une livraison postérieure à celle contenant l'article original; au début des années soixante, l'édition anglaise est “plus condensée pour des raisons financières”, A-Ciriec Int., CI, séances des 14–15.05.1960 et des 29–30.10.1960.

57 A-Ciriec Int., CI 1973, séance du Comité exécutif du 17.03.1973, p. 2. Notons ici que la section belgo-luxembourgeoise publiait alors, mais sous une forme photocopiée, une édition néerlandaise des *Annales (Annalen der Gemeenschapseconomie)*, qui comprennent des traductions ou des condensés d'articles parus dans les autres éditions; le professeur Frans Van Bocxlaer (Université d'Anvers) y ajoutant quelques contributions d'intérêt spécifiquement belge. En raison d'un nombre d'abonnés encore inférieur

Tableau 3 – Structure des coûts de publication des trois éditions des *Annales* en 1973 (en francs belges)

	Éd. française	Éd. allemande	Éd. anglaise
Impression	320 390	328 690	224 500
Traduction	13 932	193 343	88 871
Diffusion	27 707	35 604	10 000
Coût total	362 029	557 637	323 371
Nombre d'abonnements	807	345	504
Coût unitaire ⁵⁸	449	1 616	642

Source: A-Ciriec Int., CI, séance du 09.11.1974, Explanatory notes on Agenda of Governing Body meeting of 9th November 1974.

coût des *Annalen* s'est élevé à 676614 FB en 1974 alors que les recettes propres de cette édition n'atteignaient que 305 000 FB et que les cotisations des sections concernées ne couvraient que 15% du coût de publication, Lambert évoque pour la première fois l'idée de supprimer cette édition.⁵⁹ L'année suivante, il évoque le projet d'abandonner les trois éditions et de publier une seule revue où les articles paraîtraient en langue originale,⁶⁰ option qu'il avait pourtant rejetée lui-même peu de temps auparavant. Au cours de cette même année 1976, Lambert se voit contraint de demander l'abandon de l'édition en langue allemande à partir de 1978, décision que seul un subside tardif du ministère belge des Affaires économiques permettra de différer.⁶¹ Dès ce moment, s'impose l'option d'éditer une revue scientifique à destination des milieux scientifiques; il faudra encore près de quinze ans pour que ce choix s'impose.

à celui de l'édition allemande, l'impression de cette édition n'était pas concevable, A-Ciriec SB, CA, P.-v. du 22.01.1975, p. 3; *Nouvelles du Ciriec*, n° 28, septembre 1978, p. 44.

58 Quelques mois plus tôt, P. Lambert avait donné des renseignements différents, le prix de revient de l'édition française s'établissant, en moyenne sur les années 1972 et 1973, à 702 FB, l'édition allemande à 2192 FB et l'édition anglaise à 854 FB, A-Ciriec Int., AG du 23.05.1974 à Hambourg, p. 14.

59 A-Ciriec Int., CI 1975–76, P. Lambert à Messieurs les Membres de langue allemande, 07.05.1975.

60 A-Ciriec Int., CI, P. Lambert aux membres, 16.02.1976.

61 A-Ciriec Int., Comité exécutif 1970–1978, P. Lambert aux membres du Conseil du Ciriec, le 24.08.1977.

Le financement

Lorsqu'il prend la direction des *Annales* après le retrait d'Edgard Milhaud, Paul Lambert s'adresse aux entreprises belges d'économie collective amies du Ciriec pour solliciter un soutien financier à la reprise d'une prestigieuse revue internationale.⁶² Ce ballon d'oxygène, combiné à l'accroissement du nombre des abonnements et au transfert à la section allemande de l'impression, de la diffusion et de la collecte de publicité, laisse espérer, du moins jusqu'en 1965, une amélioration de la situation financière de la revue.⁶³ Après cette date, l'édition allemande et plus largement le maintien de trois éditions vont amener un déséquilibre structurel des comptes. Par ailleurs, comme le montre le graphique 1, le nombre annuel de pages est passé de 300 à 400 pages/an à régulièrement plus de 600 pages (voire 800 pour l'édition française). Si la publication des actes des congrès y est pour beaucoup, il y a néanmoins une tendance structurelle à l'augmentation du volume. Lorsqu'il est suggéré à Lambert de réduire le nombre de pages pour limiter le déficit, le directeur objecte que ce volume est une condition pour attirer de nouvelles sections, puis les encourager en accueillant les articles qu'elles pourraient proposer.⁶⁴ Devant l'importance du déficit en 1973, Lambert se décidera cependant à limiter à environ 500 pages le volume annuel de la revue,⁶⁵ comme cela apparaît également au graphique 1. Un autre facteur de surcoût, épinglé par la section suisse, réside dans la pratique consistant à imprimer un nombre d'exemplaires nettement supérieur aux abonnements (surplus de l'ordre de 35% en 1975), vestige probablement de l'époque où Milhaud constituait des stocks pour vendre des collections complètes.⁶⁶

Les recettes de la revue proviennent de trois sources principales: les abonnements, qui représentent en moyenne 52% des recettes entre 1965 et 1969, les ventes de collections complètes et au numéro (13% des recettes) et les subsides directs (12% des recettes); s'y ajoute la publicité qui cesse de constituer une recette dès 1969 et qui, pour les années où elle est comptabilisée, couvre 6% des dépenses. Enfin, des recettes diverses viennent ponctuellement

62 A-Ciriec Int., Cotisation 1960, P. Lambert à H. Lemaire, le 25.03.1960.

63 A-Ciriec SB, CA, 04.02.1965, Rapport du Secrétaire général.

64 A-Ciriec Int., CI 1965-1966, séance du 02.09.1966, p. 8.

65 A-Ciriec Int., AG du 23.05.1974 à Hambourg, Rapport du trésorier, p. 15; *Nouvelles du CIRIEC. Bulletin Interne du CIRIEC*, n°28, 09.1978, point 3, non paginé.

66 A-Ciriec Int., CI, séance du 13.12.1975, p. 4.

Tableau 4 – Evolution du nombre d’abonnements sous la direction de Paul Lambert

	Français	Allemands	Anglais	Total
1961	810	452	341	1603
1962	1030	483	357	1870
1964	1067	477	483	2027
1965	1087	507	505	2099
1966	905	481	404	1790
1970	879	466	484	1829
1971	849	459	479	1787
1972	722	350	458	1530
1973	807	345	504	1656
1974	755	342	498	1595
1975	745	349	503	1597
1976	744	332	484	1560
1977	737	322	474	1533

Sources: Nouvelles du Ciriec, novembre 1961, n°11, p. 35 et août 1966, n°20, p. 8; A-Ciriec Int., CI, réunions des 04.07.1964, p. 11, 20.03.1965, p. 12, P. Lambert aux membres, 03.11.1965, réunions des 27.11.1965, p. 13, 22.01.1967, p. 8; A-Ciriec Int, CI P.-v. de l'AG du 14.05.1970 à Montreux, p. 7; A-Ciriec Int., CI 1975–76, P. Lambert à Messieurs les Membres de langue allemande, 07.05.1975, annexes; A-Ciriec Int, CI, réunion du 08.11.1975, annexe: Estimation des recettes...; Point 4 de l'ordre du jour de la séance du Conseil du 23.05.1976; A-Ciriec Int, CI, réunion du 20.11.1976, annexes; A-Ciriec Int., CI, Note sur les *Annales*, novembre 1984, p. 2. N.B.: les données de l'année 1962 sont celles de novembre 1961.

réduire le déficit qui s'établit en moyenne autour de 13%, compte non tenu des frais de personnel à l'exception du traitement *part time* de G. Calame à Genève.⁶⁷

Le déficit des *Annales*, devenu structurel, est supporté par le Ciriec International, dont les comptes sont *in fine* équilibrés par la section belge, aussi longtemps du moins que cette section pourra compter sur deux subventions stables provenant du ministère belge de l'Éducation nationale et de la recherche scientifique et de la Fondation universitaire.⁶⁸

La diffusion

Au cours des premières années de la direction de Paul Lambert, la diffusion de la revue a connu une très forte progression; ainsi

⁶⁷ *Nouvelles du CIRIEC. Bulletin Interne du CIRIEC*, n°21, 12.1968, p. 28 et n°22, juin 1970, p. 19.

⁶⁸ A-Ciriec Int., CI, séance du 24.05.1975, p. 4; Point 4 de l'ordre du jour du Conseil du 23.05.1976, p. 1.

entre 1960 et 1961, la revue gagne 267 nouveaux abonnés;⁶⁹ en 1963, elle est présente dans 64 pays.⁷⁰ Ces données ne traduisent toutefois pas entièrement une progression des souscriptions, dans la mesure où les sections belge, française et suisse servent un abonnement à tous leurs membres et qu'une fondation allemande (Friedrich-Ebert Stiftung) a souscrit des abonnements en faveur de pays en voie de développement.⁷¹ Au cours de cette période, l'édition anglaise est la seule qui progresse (+ 26% entre 1961/62 et 1977, contre -25% pour l'édition française et -45% pour l'édition allemande); aux yeux de Lambert, elle est "aussi l'édition la plus importante sur le plan du prestige".⁷²

L'évolution de son contenu et ses auteurs

Si le contenu de la revue n'avait pas manqué d'être discuté sous la direction de Milhaud dans le cadre du Ciriec, certains membres ont été tentés d'aller plus loin lors du passage de relais, suggérant que certains articles fassent l'objet d'une "approbation préalable des sections", option qui n'a pas été retenue. Paul Lambert disposera donc d'une large liberté, même si la ligne éditoriale de la revue sera régulièrement discutée au Conseil international du Ciriec, le plus souvent en rapport avec les problèmes financiers de la revue.

À la différence du changement opéré en 1925, la modification du titre de l'édition française en 1974 – les *Annales de l'économie collective* devenant les *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative* – n'affectera pas son contenu⁷³.

69 A-Ciriec SB, CA, séance du 14.12.1961, p. 2.

70 A-Ciriec SB, CA, séance du 19.12.1963, p. 2.

71 A-Ciriec SB, AG du 26.03.1964 à Bruxelles, p. 3.

72 A-Ciriec SB, CA, séance du 04.02.1965, p. 3.

73 Dès 1964, l'édition anglaise, qui pâtit de son titre originel *Annals of Collective Economy*, s'est appelée *Annals of Public and Co-operative Economy*; le titre sera légèrement modifié en *Annals of Public and Co-operative Economics* pour souligner la dimension scientifique de la publication. Alors qu'à la même époque P. Lambert considère que l'expression "économie collective" s'est imposée en français, il semble que ce titre, évoquant inmanquablement un régime de planification autoritaire, soit ensuite apparu comme un obstacle à la diffusion de la revue; en Belgique, il constituait un handicap pour obtenir une aide des pouvoirs publics, A-Ciriec SB, CA, P.-v. du 19.12.1963; A-Ciriec SB, AG du 26.03.1964; A-Ciriec Int., CI, réunion des 08.02.1964, p. 7, 07.07.1973, p. 6 et 01.12.1973, p. 4-5; Lambert, P., «Autre nom, même contenu», *AEPSC*, 1974/1, p. 3-4.

Tableau 5 – Ventilation géographique des articles descriptifs publiés entre 1960 et 1977 (10 premiers pays classés)

Autriche	GB	Israël	Inde	France	RFA	Italie	URSS	Belgique	Canada	Total
14%	13%	7%	7%	6%	5%	5%	4%	4%	4%	69%

Source: fichier Blackwell; calculs propres; n articles descriptifs localisables = 150, n pays = 31, n régions = 4, n international = 1.

Sous la direction de Lambert, la nature des articles publiés évolue significativement: la part des articles descriptifs se contracte fortement; ils ne représentent plus que 28% (33% des pages publiées) du total des articles publiés (n = 683). Si les articles programmatiques représentent toujours un peu moins d'un tiers des articles (31%), deux catégories d'articles apparaissent ou réapparaissent.

Parallèlement au développement de l'économie comme discipline scientifique, de nombreux articles parus dans les *Annales* peuvent se ranger sous la catégorie des articles théoriques (14%), dont bon nombre d'articles de doctrine et d'histoire de la pensée économique (portant notamment sur la coopération et le keynésianisme). En 1974, Lambert évoque la décision de publier des articles contenant une formalisation mathématique, inhabituelle pour la revue et très coûteuse, mais "dont la qualité constitue un investissement".⁷⁴ Cette orientation ne va pas sans susciter des critiques. Dès le moment où la revue est devenue l'organe du Ciriec, une tension s'est exprimée entre la direction attachée au caractère scientifique de la publication, en raison précisément de la "rareté de périodiques scientifiques propres au secteur public",⁷⁵ et certaines sections nationales qui la trouvent trop théorique "pour des praticiens" et la souhaiteraient "plus positive et moins théorique", "intéressant directement les entreprises d'économie collective".⁷⁶

74 Il s'agit par exemple des articles de Douette, A., «Une condition du plan économique: l'étude du coefficient de capital», *AEC*, octobre-décembre 1973, p. 427-445 ou de Pauwels, J.-P., «Étude des rendements croissants et de la tarification optimale dans l'entreprise du téléphone», *AEPSC*, avril-juin 1974, p. 161-199.

75 A-Ciriec Int., AG, Rapport du Président, 17.03.1973.

76 A-Ciriec Int., CI 1960-1962, séance du 25-26.11.1961, p. 8 et CI 1967, séance du 22.01.1967, p. 4; A-Ciriec Int., CI, Comité exécutif 1970-1978, séance du 17.03.1973, p. 3.

Avec la réunion à Liège de la direction du Ciriec et des *Annales*, Lambert décide de reprendre la publication, deux fois par an, d'une rubrique qui avait disparu de la revue au début des années trente, à savoir une chronique, sorte de "tour du monde" de l'économie collective, reprenant les faits saillants concernant l'intervention économique des pouvoirs publics, les entreprises publiques, la coopération et le syndicalisme. La chronique est ouverte sur les pays à planification autoritaire, pour lesquels Lambert se porte garant de la qualité des informations publiées.⁷⁷ La publication de cette chronique peut aussi être vue comme une réponse à certaines critiques et vœux formulés de manière récurrente à propos de l'orientation de la revue. L'édition de cette chronique qui, aux dires de Lambert pouvait mobiliser un chercheur du Ciriec international, sera remise en cause et perdra son volume (passant sous la vingtaine de pages annuelles) au début des années septante, en lien avec les difficultés financières de la revue.⁷⁸

En complément de cette chronique, les *Annales* proposent une volumineuse bibliographie raisonnée de l'économie collective; elle représente près de 15% du nombre total de pages publiées (dans l'édition anglaise). Elle est le fruit de dépouillements systématiques réalisés par le Ciriec international, dans ses propres collections et dans les revues reçues en échange.

Enfin, un nombre non négligeable (6%) de pages sont encore consacrées à la vie interne du Ciriec et principalement à ses congrès; par contre, les comptes rendus des assemblées générales sont reportés vers le bulletin interne.

Sous la direction de Lambert, la couverture géographique des articles empiriques s'élargit significativement, les dix premiers pays du tableau ci-dessous ne totalisent plus que 69% des articles, contre 90% à la période précédente; des articles sont notamment consacrés à l'Afrique, à l'Amérique du Sud, à l'Asie et à l'Océanie (ils ne représentent toutefois qu'environ 7% du total).

L'équilibre entre les trois axes de l'économie collective qui, avec l'économie collective prise comme un tout (9%) occupent les trois quarts de la revue, ne se modifie guère.

La part de l'économie publique se réduit légèrement, avec 28% du total des articles, dont 24% pour les entreprises publiques.

77 A-Ciriec Int., CI, séance du 03-04.05.1962, p. 4 et A-Ciriec SB, AG du 14.03.1963, p. 3.

78 A-Ciriec Int., CI, séance du 09.11.1974, p. 2.

Les questions d'organisation, de productivité et de performance représentent dès ce moment déjà plus de 40% des articles consacrés aux entreprises publiques; ces questions constituent un des thèmes du congrès du Ciriec à Berlin en mai 1965, et seront reprises dans une importante étude du professeur Stefani en 1973. Un autre quart de ces articles est consacré au financement des entreprises publiques (dont les rapports au congrès de Liège en 1968 sur le thème du financement des entreprises publiques et coopératives). L'attention portée à l'activité économique des communes régresse par contre significativement par rapport aux périodes antérieures. La coopération conserve son importance (environ 24% des articles); la concentration dans ce type d'entreprises et leur financement y retiennent une large attention. L'organisation de l'économie et les interventions des pouvoirs publics dans la vie économique représentent 15% du total des articles de cette période; il convient de souligner la place prépondérante qui y est alors prise par la planification indicative. A l'instar de l'importance acquise par les articles théoriques, les articles économiques dont l'objet ne se réduit pas à l'économie publique, sociale ou coopérative, occupent en nombre un cinquième de la publication, les articles de doctrine et d'histoire de la pensée économique représentant 5% du total.

Sous la direction de Paul Lambert, on peut distinguer trois noyaux d'auteurs: les collaborateurs directs du Centre international et des membres de l'Université de Liège (comme Edmond Langer, Maurice Konopnicki, Joseph Stassart, Daniel de Brulle, Arlette Schmatz, André Velaerts, Michel Culot, Yvonne Gélard, Michel Joiris, etc.), des membres des sections nationales et des Commissions scientifiques du Ciriec (comme Gerhard Weisser, Theodor Thiemeyer, Giorgio Stefani, etc.). De très grands formats de la science économique, comme Joan Robinson, Jan Tinbergen, François Perroux ou John Kenneth Galbraith apportent leur contribution à la revue (sous forme d'article ou de rapport aux congrès du Ciriec).

5 La direction de Guy Quaden: une ère de profond changement (1978–1989)

L'administration de la revue

L'équipe et le travail éditorial

À la mort du professeur Lambert, son collègue Joseph Stassart, dont le défunt avait sollicité le concours, propose de confier la

direction du Ciriec et des *Annales* à un jeune chargé de cours de l'Université de Liège, Guy Quaden.⁷⁹

Celui-ci hérite des difficultés de financement de la revue, qui iront s'aggravant par une nouvelle érosion de son lectorat: près de 30% en huit ans, la contraction atteignant 55% des abonnements au terme du mandat de G. Quaden (cfr tableau 6 ci-dessous).

Si le nouveau directeur, peu favorable à la suppression de la seule édition allemande, parvient à rallier le Conseil international à son point de vue, l'adoption d'une nouvelle formule éditoriale va s'avérer particulièrement laborieuse.

Pour limiter le déficit lié au coût des traductions, la revue ne publie plus, à partir de 1981, que des articles en langue originale accompagnés de résumés dans les deux autres langues. Toutefois, les trois éditions sont provisoirement maintenues mais ne diffèrent que par leurs couvertures, sommaires et résumés.⁸⁰ Par ailleurs, pour assurer de meilleures rentrées, — les numéros se vendant comme des monographies —, tout en assurant une plus grande visibilité aux activités scientifiques du Ciriec, l'option des numéros thématiques, à laquelle Lambert avait déjà pensé au début de la décennie, a été privilégiée.⁸¹ Ces numéros thématiques représentent 39% du total des numéros de la période 1978–1989, hors numéros consacrés aux actes des congrès. Alors que l'accent avait souvent été mis, depuis Milhaud, sur la concurrence entre les revues des sections nationales et les *Annales*, G. Quaden considère très vite que la revue devra compléter "les publications des sections nationales en ne publiant que des contributions susceptibles d'intéresser un public international".⁸² En 1984, il apparaît que le principal problème des *Annales* n'est plus

79 Guy Quaden (°1945), diplômé de l'École pratique des Hautes Études (Paris), docteur en science économique, est nommé chargé de cours puis professeur ordinaire à l'Université de Liège. Président du Conseil central de l'Économie, membre du Conseil supérieur des Finances, du Comité de politique économique de l'OCDE, il devient Directeur (1988) puis Gouverneur de la Banque nationale de Belgique (1999); il est notamment membre du Conseil des Gouverneurs et du Conseil général de la Banque Centrale Européenne, administrateur de la Banque des Règlements Internationaux, Gouverneur du Fonds Monétaire International, *Annuaire du corps enseignant et du personnel scientifique permanent*, Liège, Université de Liège, 1993; Delforge, P. «Quaden Guy», in *Encyclopédie du mouvement wallon*, t. III, Charleroi, Institut Jules Destrée, 2001, p. 1313.

80 Gélard, Y., 1947–1997..., *op. cit.*, p. 43.

81 A-Ciriec Int., CI, Note pour l'exécutif, 29.11.1979, p. 4–5.

82 A-Ciriec Int., CI, séance du 16.04.1978, p. 7.

tant leur financement, désormais moins critique, que la faiblesse de leur diffusion et le désintérêt que leur témoignent les sections, au point que le directeur Quaden ira jusqu'à poser la question de savoir "si l'intérêt que nos membres portent à cette activité correspond bien au coût qu'elle représente".⁸³ Dans le bilan qu'il dresse alors, G. Quaden met en évidence quatre causes à la régression des abonnements: 1. la crise économique qui a conduit les institutions abonnées (universités, administrations, entreprises) à réduire leurs dépenses, dont les abonnements aux périodiques; 2. la difficulté à satisfaire simultanément les deux publics cibles de la revue; 3. la résiliation, par certaines sections nationales, d'abonnements souscrits pour leurs membres; 4. le désintérêt des sections pour la revue, les plus dynamiques ayant leur propre revue,⁸⁴ les autres peinant à conserver leurs affiliés.⁸⁵

Pendant deux ans, le Conseil international va tergiverser à propos de l'orientation à donner à la forme et au contenu de la revue.

Lors de sa réunion à Bâle (20 octobre 1986), il se prononce pour la formule d'un numéro annuel unique traduit dans les trois langues; six mois plus tard à Vienne (18 mai 1987), sa préférence va à une édition en langue anglaise, en quatre livraisons annuelles, le processus s'émaillant d'un échange suivi de correspondance entre le vice-président du Ciriec, A. Mortara, et le directeur Quaden.⁸⁶ C'est finalement la formule d'une revue trimestrielle avec articles en langue originale anglaise ou française, titre de la revue dans les deux langues et résumés en quatre langues [français, anglais, allemand et espagnol (en raison de la création de la section espagnole en 1986)] qui sera retenue à partir de 1989. On n'est donc pas très loin de la formule évoquée par Lambert en 1976. L'abandon de la langue allemande s'est imposé implicitement mais n'a pas fait l'objet d'une décision formelle. En effet, alors que le rapport du directeur à l'assemblée générale de septembre 1988 à Bordeaux prévoyait que la revue serait composée d'articles en français et en anglais, lors de la séance suivante du conseil le président Rauter demande la rectification du procès-verbal de l'AG précédente, pour acter le fait qu'il

83 A-Ciriec Int., AG, G. Quaden aux membres du Ciriec, 29.08.1984.

84 En fait, il semble que seule la section belge n'avait alors pas (plus) son organe national, puisque même la section française, si elle n'éditait pas sa propre revue, était proche de la *Revue des études coopératives, mutualistes et associatives*, Gélard, Y., 1947-1997..., *op. cit.*, p. 40-41.

85 A-Ciriec Int., CI, Note sur les *Annales*, novembre 1984, p. 2.

86 A-Ciriec Int., Praesidium, p.-v. de la réunion du 28.03.1988, Annexe: correspondance entre A. Mortara et G. Quaden, 08.06.1987 au 07.09.1987.

“n’aurait jamais été question d’abandonner la publication d’articles originaux en langue allemande”. Le directeur Quaden répond alors qu’il “faut s’attendre à ce que progressivement l’anglais domine” mais que “tout article soumis en langue allemande sera examiné selon les mêmes règles de sélection que les autres articles”.⁸⁷ Dans les faits, la revue n’a plus publié d’articles en allemand après 1989 et le choix des langues de publication, énoncé explicitement à l’AG de Valence en 1992, n’a plus été discuté, à l’exception d’une intervention d’un représentant de la section autrichienne en 1996.⁸⁸

Le contenu même de la revue divise les membres. Dans sa forme héritée de la direction précédente, elle ne semble satisfaire pleinement aucun de ses deux publics cibles: les membres des sections, dirigeants d’entreprises publiques ou de coopératives, qui souhaitent des articles de bonne vulgarisation (point de vue défendu alors par la section française) et les abonnés académiques qui réclament des articles de haute tenue scientifique.⁸⁹

Au terme des débats, le Ciriec choisit de donner un caractère nettement scientifique à la revue. Cela implique notamment qu’elle dispose d’une direction scientifique autonome, qui sera mise en place à Bordeaux en 1988. Deux rédacteurs en chefs sont choisis qui appartiennent tous deux à la faculté d’économie de l’Université de Liège: Bernard Thiry (en charge de l’économie publique) et Jacques Defourny (responsable de l’économie sociale); ils sont secondés par une secrétaire de rédaction, Madame Christine Dussart. Cette organisation se précise en 1988 avec la constitution d’un “Management Board” (rédacteurs associés) chargé de la gestion éditoriale de la revue et d’un “Editorial Board” (conseil de rédaction), invité à conseiller les rédacteurs associés mais surtout à amener vers la revue des articles de qualité et à assurer son rayonnement. En d’autres termes, il s’agissait d’élargir le réseau propre du Ciriec en accueillant dans le conseil de rédaction des chercheurs de renoms, non

87 A-Ciriec Int., AG 1974–2001, AG du 22.09.1988 à Bordeaux, p. 2; A-Ciriec Int., CI, p. –v. de la réunion du 10.12.1988, p. 2–3.

88 A-Ciriec Int., A-Directeur du Ciriec, Stephan Orbán à Bernard Thiry, 09.04.1996. Y. Gélard mentionne la proposition, vaine, faite par le Conseil international aux Éditions Nomos de reprendre l’édition allemande qui aurait été associée à leur *Zeitschrift für öffentliche und gemeinwirtschaftliche Unternehmen*, Gélard, Y., 1947–1997 ..., *op. cit.*, p. 43.

89 A-Ciriec Int., Praesidium, p.-v. de la réunion du 01.02.1985, p. 5–6; A-Ciriec Int., CI, réunion du 03.05.1985 à Milan, p. 5–6; A-Ciriec Int., Praesidium, p.-v. de la réunion du 28.03.1988, Annexe: *Rapport de J. Defourny sur la situation des Annales*, s.d. [fin 1987].

membres des sections nationales du Ciriec⁹⁰ et disposant eux-mêmes d'importants relais dans les milieux scientifiques. Ainsi, par exemple, Avner Ben-Ner et Saul Estrin, tous deux membres de *l'International Association for the Economics of Self Management*, ont contribué à faire mieux connaître la revue auprès des chercheurs en économie sociale; David Heald et Dieter Bös ont joué un rôle comparable pour l'économie publique. Ces membres ont parfois aussi dirigé un numéro thématique; ainsi Avner Ben-Ner a édité, avec Benedetto Gui, un numéro sur *The Nonprofit Sector in the Mixed Economy* et David Heald un numéro sur la *Demutualization of Financial Institutions*. Pour s'ouvrir à de nouveaux cercles scientifiques, la revue a aussi confié des numéros thématiques à des "guest editors", traitant de questions aux marges des champs de la revue et ouvrant de nouvelles perspectives de recherche, comme le numéro dirigé par Estelle James sur *Comparative Analysis of Old Age Security Arrangements* ou par Benedetto Gui sur *Economics and Interpersonal Relations*.

Les membres de l'un et l'autre "Board" sont nommés pour un mandat de trois ans renouvelable, gage de dynamisme intellectuel. Comme l'écrit J. Defourny "le temps des revues dirigées pendant des décennies par une même personne paraît révolu".⁹¹ S'appuyant sur cette organisation, la revue peut adopter la procédure de sélection des articles propre aux grandes revues scientifiques, à savoir un système d'évaluation des articles proposés à la publication par des *referees* qui reçoivent les textes sous une forme anonyme. La revue attend également de ses organes la définition d'une stratégie qui dépasse le court terme.

Les *Annales* ne deviennent toutefois pas une revue destinée uniquement au monde académique. Tout en adoptant une organisation qui renforce le caractère scientifique de la publication, ses rédacteurs choisissent des objets d'étude susceptibles d'intéresser les membres du Ciriec.

Le choix du caractère scientifique s'assortit d'une autre décision d'importance: la remise de l'édition à une maison spécialisée – De Boeck-Wesmael à Bruxelles –, le Ciriec conservant, outre la propriété

90 Cette option n'a pas été admise sans mal; ainsi en 1991, un représentant de la section allemande s'étonne de la présence dans le conseil de rédaction d'un scientifique allemand à propos duquel, la section, qui par ailleurs n'y a pas de représentant, n'a pas été consultée, A-Ciriec Int., CI, séance du 31.10.1989, p. 4.

91 *Ibidem*, p. 5; A-Ciriec Int., A-Secrétariat de rédaction des *Annales*, *La nouvelle organisation des Annales*, s.d.

Tableau 6 – Evolution du nombre d’abonnements sous la direction de G. Quaden

	Français	Allemands	Anglais	Total
1978	702	301	453	1456
1979	643	285	443	1371
1980	626	278	442	1346
1981	622	270	417	1309
1982	585	259	410	1254
1983	558	244	391	1193
1985	451	241	339	1031
1987	308	175	376	859
1989				648

Sources: A-Ciriec Int., CI, Note sur les *Annales*, novembre 1984, p. 2; A-Ciriec, CI, séances des 18.05.1987, p. 3 et 18.10.1996, annexe III: Évaluation de la situation des *Annales*..., p. 5. N.B.: les données de 1987 sont celles connues en date de la réunion du 18 mai.

du titre, la maîtrise complète des aspects scientifiques de la publication. En plus du transfert à l'éditeur du risque financier et de certains aspects matériels de la gestion de la revue, cette décision se justifie également par le souci d'une meilleure diffusion, les sections nationales ne participant plus guère à la diffusion de la revue et l'affirmation de son caractère scientifique ne suffisant pas à enrayer la baisse continue du nombre d'abonnés.

Le financement

Le choix d'abandonner progressivement trois véritables éditions distinctes et les traductions qu'elles impliquent s'est rapidement marqué dans les comptes de la revue: alors qu'entre 1974 et 1979, le déficit annuel moyen atteignait 894 000 FB/an, il se réduit à 459 000 FB/an entre 1980 et 1983, à prix courants.⁹²

La diffusion

Ces chiffres globaux traduisent à nouveau mal la présence commerciale de la revue, car ils comprennent les abonnés d'office par leur section nationale. Ainsi, alors que les abonnements en français, allemand et anglais se ventilent dans les proportions respectives suivantes: 44, 23 et 33%, si on retire les 292 abonnements à l'édition française et 47 abonnements à l'édition allemande souscrits par les

92 A-Ciriec Int., CI, Note sur les *Annales*, novembre 1984, p. 2.

Tableau 7 – Ventilation géographique des articles descriptifs publiés entre 1978 et 1989 (10 premiers pays classés)

Belgique	RFA	Italie	GB	France	Autriche	Europe	USA	Inde	Suède	Total
12%	11%	9%	9%	9%	7%	6%	5%	4%	5%	76%

Source: fichier Blackwell; calculs propres; n articles descriptifs localisables = 110, n pays = 29, n régions = 2, n international = 1.

sections nationales pour leurs membres, la répartition devient 23, 28 et 49% pour l'édition anglaise, dès lors la plus importante sur le plan commercial.⁹³

L'évolution de son contenu et ses auteurs

Au cours de cette période difficile, où la revue s'interroge sur son identité et choisit de renforcer son caractère scientifique, la part des différentes catégories d'articles publiés ne se modifie pas sensiblement. La part des articles théoriques et des articles empiriques progresse [respectivement 17% et 31% du nombre total d'articles (n = 377), soit encore 20% et 34% des pages publiées], celle des articles prospectifs se contracte (respectivement 22 et 20%). La bibliographie occupe 14% de la publication. L'abandon des trois éditions amène un nouveau type de rubrique, les résumés (6% des pages imprimées).

La couverture géographique des articles empiriques ne s'élargit pas significativement par rapport à la période antérieure; de même, la part des pays africains, asiatiques ou latino-américains se maintient autour de 10%.

Au cours de cette décennie la ventilation thématique des articles se modifie avec l'apparition de l'économie sociale comme catégorie à part entière qui, parce que plus large, incorpore la coopération dont elle reprend les principes.⁹⁴ L'économie sociale représente quelque 26% des articles dont les thèmes principaux ont pu être classés dans nos catégories; la participation et l'autogestion y comptent pour quelque 4%.

Si l'économie publique capte toujours la plus large part des articles (42%), recouvrant principalement les entreprises publiques

93 A-Ciriec Int., CI, séance du 03.05.1985 à Milan, p. 5.

94 Maree, M. et Saive, A.-M., «Économie sociale et renouveau coopératif: définition, financement, enjeux», *AEPSC*, janvier-mars 1984, p. 33-37.

(27%), l'économie publique proprement dite fait également son apparition. Et désormais les nationalisations ont cédé la place aux privatisations (5%). La tarification, principalement dans les entreprises publiques, retient davantage l'attention qu'aux périodes précédentes.

L'intérêt pour l'intervention économique des pouvoirs publics semble alors faiblir (16%), et recouvre surtout la politique économique. L'économie entendue dans un sens plus large que l'économie publique et sociale y apparaît dans une proportion comparable (11%).

En raison de leur importance numérique, il convient d'évoquer ici l'objet de quelques uns des numéros thématiques, montrant leur ancrage dans les préoccupations du Ciriec autant que dans l'actualité de l'époque [*Autogestion et coopération* (1978/2), *La fin des politiques keynésiennes?* (1979/1), *La tarification de l'électricité* (1979/3), *L'État et l'acier en Europe* (1980/4), *Le contrôle des prix* (1981/4), *Crise et renouveau de la planification* (1982/2), *La performance économique des entreprises autogérées: analyse comparée* (1986/1), *La privatisation des entreprises publiques. Un débat européen* (1986/2–3), *Productivity Studies on Public Transport Companies* (1989/1), *Financing Workers' Cooperatives and Self-Managed Enterprises* (1990/2–3)].

On retrouve dans le noyau d'auteurs qui apportent plus d'une contribution à la revue, nombre de collègues du professeur Quaden à l'Université de Liège et de collaborateurs du Ciriec (comme Jacques Defourny, Pierre Pestieau, Bernard Thiry, Sergio Perelman, Henry-Jean Gathon, etc.).

6 Les *Annales* depuis 1990: l'affirmation du caractère scientifique de la revue

L'administration de la revue

L'équipe et le travail éditorial

En 1990, le professeur Quaden, devenu entre-temps directeur de la Banque nationale de Belgique, cède la direction de la revue à son collègue de l'Université de Liège, le professeur Bernard Thiry.⁹⁵ Ce dernier cumule alors cette fonction avec celle de rédacteur en

95 Bernard Thiry (°1955), docteur en science économique et diplômé de Stanford University, est chargé de cours puis professeur ordinaire à la Faculté d'Économie, de Gestion et des Sciences sociales de l'Université de

chef, qu'il conserve jusqu'à la fin de la décennie. À ce moment, le professeur Fabienne Fecher, qui enseigne également à la Faculté d'économie, de gestion et des sciences sociales de cette même université, et qui occupait depuis peu la fonction de directeur adjoint des *Annales*, en devient la rédactrice en chef.

À la suite, entre autres, d'une intervention de la section autrichienne par la voix de S.Orbán,⁹⁶ la structure éditoriale mise en place sous la direction de G. Quaden a été discutée et réaménagée en 1997, notamment pour renforcer le lien avec les commissions et groupes de travail du Ciriec et estomper la distinction formelle entre économie publique et économie sociale. Aussi, l'échelon intermédiaire que formaient les deux rédacteurs en chef a-t-il été supprimé. L'appareil éditorial se compose désormais du directeur des *Annales* qui est également le directeur du Ciriec (B. Thiry), de la rédactrice en chef (F. Fecher), du "Management Board" (4 à 6 rédacteurs en charge de la gestion effective de la revue, parmi lesquels les présidents du conseil scientifique international et des deux commissions scientifiques) et de l'"Editorial Board". Le Conseil international confirme l'objectif général de la revue, qui est de "publier des articles scientifiques respectant les critères classiques de qualité universitaire et traitant de façon non technique de thèmes d'intérêt pour les membres du CIRIEC", lui-même considéré comme "un outil d'échange et d'enrichissement mutuel entre monde de la recherche et praticiens de l'économie publique, sociale et coopérative".⁹⁷

Au terme de deux contrats d'édition avec la maison De Boeck et plusieurs années de fonctionnement de la nouvelle structure éditoriale, il apparaît que si le niveau scientifique de la revue s'est

Liège; membre du Conseil central de l'Économie, vice-président de Febecoop, président de l'Union Nationale des Mutualités Socialistes, président du Comité de gestion de l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi (FOREM), il a été directeur administratif de la Commission de Régulation de l'Électricité et du Gaz et est actuellement professeur extraordinaire à l'Université de Liège et directeur des relations internationales d'Ethias, *Annuaire du corps enseignant et du personnel scientifique permanent*, Liège, Université de Liège, 1993 et notice biographique communiquée par le Ciriec.

96 A-Ciriec Int., CI, séance du 01.01.1996, p. 4.

97 A-Ciriec Int., CI, séance du 18.01.1997, p. 6–7. Lors de cette séance, une évaluation de la revue, déjà disponible à la réunion du Conseil international tenu à Valence en octobre 1996, a été présentée, servant de base à la réforme proposée; A-Ciriec Int, AG 1974–2001, Rapport d'activité 1998–1999.

significativement relevé, son financement et sa diffusion internationale demeurent problématiques.

Le financement

Dès décembre 1990, la situation financière paraît dégradée par rapport à la période immédiatement antérieure.⁹⁸ Les ressources propres de la revue, provenant d'une part de l'éditeur – droits d'auteurs et prise en charge des frais des instances éditoriales – et d'autre part de subventions de l'Université de Liège et de la Communauté française de Belgique, laissent un déficit moyen de quelque 260000 FB/an, entre 1990 et 1996, en diminution significative toutefois par rapport à la première moitié des années quatre-vingts.

La diffusion

Dans le cadre du contrat d'édition conclu avec la maison De Boeck, la diffusion de la revue est déficiente en dehors de l'Europe, ce qui affecte non seulement son financement mais surtout entrave la sollicitation d'auteurs anglophones. En effet, les pratiques d'évaluation universitaires reposant largement sur les publications dans des revues elles-mêmes classées, les auteurs anglo-saxons, qui dans le même temps forment le noyau du lectorat visé par la revue, sont peu tentés de publier dans les *Annales* si celles-ci n'ont pas de visibilité dans le monde anglo-saxon.⁹⁹ Pour ces diverses raisons, le Conseil du Ciriec décide de confier l'édition de la revue à la société britannique Blackwell Publishers, à partir du premier numéro de l'année 1995.

En 1994, les 682 abonnements aux *Annales* sont distribués dans 44 pays, mais les trois quarts de ces abonnements sont souscrits par sept pays seulement (cf. tableau 9).

Pour enrayer la chute des abonnements, qui se poursuit après 1995, Blackwell a mené d'importantes campagnes de promotion de la revue, détaillées dans ses rapports annuels: feuillets publicitaires insérés dans les revues de l'éditeur, adressés aux abonnés à certaines revues, distribués lors de colloques, etc., annonces dans les revues,

98 A-Ciriec Int., A-Secrétariat de rédaction des *Annales*, *Annales*, décembre 1990, p. 4; A-Ciriec Int., Praesidium, p.-v. de la séance du 08.03.1991, p. 2.

99 A-Ciriec Int., CI, séance du 11.10.1993, p. 12 et du 25.02.1994, p. 8; A-Ciriec, A-Secrétariat de rédaction des *Annales*, D. Heald à B. Thiry, 21.09.1993.

Tableau 8 – Évolution du nombre d'abonnements sous la direction de B. Thiry

	Nombre total d'abonnements		Nombre total d'abonnements ¹⁰⁰
1989	648	1998	495
1990	536 (636)	1999	611
1991	592	2000	570
1992	592 (693)	2001	646
1993	526 (634)	2002	1064
1994	574 (682)	2003	1182
1995	496	2004	1525
1996	479	2005	2144
1997	467		

Sources: A-Ciriec Int., A. Secrétariat de rédaction des *Annales*, *Annales*, décembre 1990; Id., *Annales* c/o De Boeck, M. Jezierski à B. Thiry, 12.08.1992; M. Jezierski à C. Dussart, 28.01.1994; Id., *Annals distribution all over the world*; *Annals of Public & Cooperative Economics*, Publishers' Report, 1995 à 2005.

Tableau 9 – Distribution géographique des trois quarts des abonnements aux *Annales* en 1994

	Belgique	USA	France	Allemagne	Italie	GB	Canada	Espagne
Nombre d'abonnements	155	94	89	51	47	28	26	26
Pourcentages cumulés	23%	37%	50%	57%	64%	68%	72%	76%

Sources: A-Ciriec Int., A. Secrétariat de rédaction des *Annales*, *Annales* c/o De Boeck 1991–1994, *Annals distribution all over the world*. En 2002, cette distribution demeure globalement inchangée, seuls les abonnements japonais progressent fortement, passant de 2 à 8% des souscriptions entre 1994 et 2002.

contacts avec des revues d'abstracts (*JEL*, etc.) ou des fournisseurs d'accès (EBSCO, ABI, etc.). C'est moins la mise en ligne de la revue que la politique de contrats avec des consortiums d'utilisateurs qui amène un accroissement de 72% des abonnements entre 2001 et 2002. Cet accroissement prend évidemment la forme d'abonnements *online*, les abonnements imprimés régressant par ailleurs; en 2002, ils ne représentent déjà plus que 30% du total des abonnements

100 Hors parenthèses, le nombre d'abonnements payants, entre parenthèses le total comprenant les exemplaires gratuits, ainsi que ceux pour les échanges et la réserve. Lors de la reprise d'édition par Blackwell, certains chiffres de De Boeck ont été revus à la baisse.

souscrits.¹⁰¹ En 2001, on relevait 2878 accès électroniques à des articles des *Annales*; en 2005 le nombre d'articles téléchargés atteignait 15 163 unités, soit plus d'un quintuplement en quatre ans.

Sous la direction précédente déjà, la revue était soucieuse d'une visibilité susceptible d'amener de nouveaux lecteurs et relevait que les articles des *Annales* étaient indexés notamment dans le *Journal of Economic Literature* (et donc dans *EconLit*), dans *Contents of Recent Economic Journals*, dans le *Bulletin analytique de documentation politique, économique et sociale contemporaine*, dans *ECODOC*, dans *Politische Dokumentation*. En raison du mode d'évaluation qui prévaut dans les milieux académiques, le Management Board s'est fixé comme objectif de voir attribué à la revue un facteur d'impact par le *Social Sciences Citation Index* (ISI-Web of Knowledge).

L'évolution de son contenu et ses auteurs

L'orientation prise par la revue au terme du processus de transformation conduit sous la direction de G. Quaden s'est immédiatement traduite dans le contenu de la revue.

Les articles empiriques, reposant, pour la plupart, sur l'emploi de techniques économétriques, y font un retour en force; ils représentent 43% du total des articles (n = 334 entre 1990 et 1999) mais 50% du nombre de pages imprimées. Les articles théoriques se maintiennent autour des 20%; la part des articles prospectifs se réduit de près de moitié, mais ils ne disparaissent pas (11%). La bibliographie, reposant sur le dépouillement systématique d'une centaine de revues, conserve son importance (10% des pages); elle sera toutefois abandonnée en 2000. Une nouvelle catégorie d'articles, définie par sa longueur et non par son contenu, apparaît – les *short papers* – mais demeure marginale et disparaît autour de 1997. En nombre de pages, les chroniques du Ciriec disparaissent quasi complètement. Dans le prolongement de la politique inaugurée à la période précédente, la revue publie régulièrement des numéros thématiques confiés à des "guest editors", tels que, par exemple, les livraisons dirigées par Giuseppe Bognetti sur *What Bank Model for Europe* et par Helmuth Cox sur *L'économie des services publics. Un défi pour l'Union européenne*.

La couverture géographique des articles empiriques s'élargit: au cours de la période précédente, les 108 articles de cette catégorie

101 Annals of Public & Cooperative Economics, Volume 73, 2002, Publishers' Report, p. 2.

Tableau 10 – Ventilation géographique des articles descriptifs publiés entre 1990 et 1999 (10 premiers pays classés)

GB	USA	Belgique	Allemagne	Espagne	Italie	Europe	Québec	Grèce	Pays de l'Est	Total
15%	9%	7%	6%	6%	6%	6%	3%	3%	3%	65%

Source: fichier Blackwell; calculs propres; n articles descriptifs localisables = 140, n pays = 33, n régions = 6, n comparaisons bilatérales = 3, n international = 1.

concernaient 28 pays différents et 2 espaces plurinationaux, entre 1990 et 1999, les 143 articles empiriques traitent de 33 pays différents et 6 espaces plurinationaux; la part, en progression, des pays africains, asiatiques (y compris l'Océanie) ou latino-américains représente 15% du total.

Les deux grandes thématiques de la revue (l'économie publique et l'économie sociale), confiées jusqu'en 1997 aux deux rédacteurs en chef, attirent à parts presque égales plus des trois quarts des articles de la revue.

Les thèmes liés à l'économie publique occupent quelque 40% des articles. Les entreprises et services publics, d'une part, les privatisations de l'autre, y tiennent les premières places. S'agissant des entreprises publiques, c'est à nouveau les questions de performance et d'efficacité qui captent l'essentiel de l'attention.

En économie sociale (37% des articles), les coopératives forment la matière principale des articles, suivies, dans une part de plus en plus importante, par les questions d'économie sociale et du non-marchand en général.

De même que la revue publiait précédemment des articles d'économie à portée plus générale que son domaine propre, on y trouve désormais un certain nombre d'articles traitant de secteurs d'activité où peuvent opérer des entreprises d'économie publique ou sociale (banque, crédit, secteur financier, poste, télécommunications et médias, énergie). De même sont publiés des articles thématiques portant sur la question de la mesure de la performance ou sur l'intérêt général, qui se pose de manière aiguë dans un contexte de privatisations massives.

Au cours de cette période, par le travail assidu d'un noyau formé autour de ses rédacteurs et des deux "Board", les *Annales* se sont dotées des moyens de se présenter comme une revue académique attractive, ce dont témoigne l'afflux des propositions d'articles. Alors

que sous les directions d'Edgard Milhaud, de Paul Lambert et dans une moindre mesure de Guy Quaden, la revue sollicitait les auteurs, désormais, en dehors des numéros thématiques, elle reçoit bien plus d'articles qu'elle n'en publie. Ainsi, à la fin de la décennie 1990, le taux d'acceptation n'atteignait que quelque 33% des articles soumis.¹⁰²

Conclusions

Nées comme tribune de défense et illustration de la gestion publique de services d'intérêt général, les *Annales* ont changé trois fois de titre et connu quatre directeurs; leur histoire peut toutefois être synthétisée en trois temps.

De 1908 au début de la Seconde Guerre mondiale, les *Annales de la régie directe*, devenues *Annales de l'économie collective* en 1925 sont la revue d'un homme et d'un combat. Fondée et portée à bouts de bras par Edgard Milhaud qui assume toutes les tâches éditoriales, la revue se nourrit de contributions sollicitées dans le tissu relationnel personnel du fondateur: milieux socialistes réformistes, français mais aussi allemands, belges, anglais, etc.; fonctionnaires et correspondants du BIT; membres de l'Alliance coopérative internationale, de l'Union internationale des Villes et des Communes, ... Commencant à paraître à une époque de reprise par les pouvoirs publics d'activités économiques précédemment concédées au secteur privé, elle entend défendre la gestion publique en présentant ses informations dans le respect des règles de la connaissance scientifique, par opposition aux pratiques d'une presse aux ordres des intérêts privés. La revue est d'abord destinée au monde des administrateurs publics et au débat politique, même si elle est rapidement présente dans bon nombre de bibliothèques universitaires, notamment anglo-saxonnes.

Après une éclipse forcée de quelques années, la revue reparait après la Seconde Guerre adossée à un réseau formel créé pour la soutenir, le Centre international de recherche et d'information sur l'économie collective (Ciriec), qui se dote rapidement de relais nationaux. Si elle demeure dirigée par un seul homme, Edgard Milhaud puis Paul Lambert, elle est notamment destinée à des sections nationales qui l'alimentent d'informations, en constituent le débouché

102 A-Ciriec Int., A-Secrétariat de rédaction des *Annales*, Tracking System for *Annals* Submissions, Report to Editorial Board on 21 February 2003, p. 1.

et assurent pour partie son financement. Elle devient ainsi la revue d'un réseau qui porte un combat qui va connaître une évolution très contrastée: à la phase triomphante de l'après-guerre, marquée par les nationalisations dans divers pays et la progression de la sphère d'intervention des pouvoirs publics dans l'économie (planification indicative, installation et extension de la sécurité sociale, etc.), succède le temps du repli, de la critique de la gestion publique, de la révolution conservatrice et des privatisations. La diffusion de la revue va connaître un mouvement comparable, le maximum de diffusion est atteint dans la première moitié des années '60, il sera suivi d'une érosion lente mais continue, qui tient pour partie à la conjoncture, pour partie au contenu multidisciplinaire de la revue (principalement l'économie publique d'un côté, l'économie coopérative puis sociale de l'autre, alors qu'il existe des revues spécialisées dans l'étude de ces questions) et à ses publics cibles (gestionnaires d'administrations et d'entreprises publiques ou coopératives, d'une part, milieux académiques, de l'autre), pour partie enfin au désintérêt des sections nationales, qui pour la plupart disposent de leur propre revue.

Pour sauver la revue qui, avec les congrès, forme le ciment du mouvement, le directeur Quaden et le Conseil donnent une nouvelle orientation à la revue, qui sera consolidée à partir de 1988. Partant notamment du constat que le noyau d'abonnements le plus stable se trouvait dans le monde universitaire anglo-saxon, le Ciriec fait le pari de donner un caractère nettement scientifique à la revue, en la dotant des attributs d'une revue scientifique, à savoir principalement un comité de rédaction chargé d'organiser, par ses relais dans le monde scientifique, l'évaluation par les pairs des articles proposés à la publication; l'édition cesse de reposer sur le directeur pour se faire beaucoup plus collective. Dans le même temps, le Ciriec décide de se décharger sur un éditeur du travail matériel d'édition et de diffusion, s'adresse d'abord à De Boeck et ensuite à Blackwell Publishers pour mieux pénétrer dans les milieux anglo-saxons. À partir du tournant des années 1990, l'équipe formée autour des rédacteurs en chef, Jacques Defourny et Bernard Thiry, ce dernier assurant également la direction de la revue et du Ciriec International, va prendre appui sur un comité de rédaction et un conseil éditorial pour faire des *Annales* une revue de haute tenue scientifique à laquelle sont proposés des articles dont seul un petit nombre sera publié, alors qu'auparavant les articles étaient principalement sollicités, dans divers réseaux dont celui du Ciriec lui-même. La rupture n'est toutefois pas complète, car si la revue est principalement destinée à un public académique, elle

continue à traiter, comme par le passé, des questions susceptibles d'intéresser directement les membres des sections nationales du Ciriec.

La progression du nombre des abonnements, favorisée au début du XXI^e siècle par la politique des consortiums, montre que le défi posé il y a vingt ans déjà a été relevé, que dans l'environnement très concurrentiel des revues internationales d'économie, un espace existe pour une publication qui traite de façon non technique mais transversale les modes de poursuite de l'intérêt général dans les activités économiques et sociales.